

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

septembre 82 / 10 fr.

n[°]

11

Sommaire

La double défaite de Beyrouth

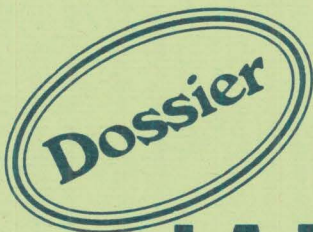
•

Le sionisme contre le peuple palestinien

•

La question juive aujourd'hui

•



**LES REVENUS ET
LA FORTUNE EN FRANCE**

•

**Bouleversements de la paysannerie
française depuis 1945**

•

Antilles: décentralisation où décolonisation?

LA DOUBLE DEFAITE DE BEYROUTH

L'image poignante des combattants palestiniens quittant Beyrouth après deux mois de siège est celle d'un déchirement, d'un arrachement. Une terrible défaite les contraint à la dispersion. Le signe de la victoire qu'ils brandissaient au milieu des rafales d'armes automatiques n'est pas pour autant un vain défi face à l'adversité. Ces combattants palestiniens, leurs frères d'arme libanais, la population de Beyrouth-Ouest, écrasés sous un déluge de bombes et d'obus, affamés et privés d'eau par les agresseurs, ont donné une terrible leçon que seul un peuple luttant héroïquement et désespérément pour ses droits peut donner : celle d'une formidable résistance malgré un isolement international total. La leçon s'adresse au premier chef aux dirigeants des Etats arabes, complices de l'invasion israélienne, et aux dirigeants sionistes eux-mêmes. Yasser Arafat peut légitimement déclarer : « *Les 79 jours de siège, notre résistance, la non-victoire de l'ennemi, constituent un exemple extraordinaire dans l'histoire arabe... Vous verrez quels seront les effets de la bataille Beyrouth* » (rapporté par *Libération* du 25 août).

L'évacuation de Beyrouth par les combattants et la direction de l'OLP a entraîné une seconde défaite, la prise de la présidence de l'Etat libanais par le chef des phalanges chrétiennes, Béchir Gemayel, dont les journaux les plus sérieux en France assurent doctement qu'il a été élu dans le respect des règles de la légalité ! Porté au pouvoir par l'armée sioniste dans le but de rétablir une autorité redoutée au Liban et de signer un traité de paix avec Jérusalem, ce protégé d'Israël fait maintenant peser une menace mortelle sur la gauche libanaise et sur la population des camps palestiniens dévastés.

Wallid Joumblatt, président du mouvement national libanais, évoque ainsi cette menace : « *Nous avons fait nos adieux à nos frères d'armes et nous avons assisté à la naissance d'un nouveau régime fasciste américain... Le Liban est entré dans une phase nouvelle de son histoire. Il risque de se transformer en une grande prison dans le but de modifier son identité arabe et islamique, d'aboutir à un accord avec Israël et d'imposer un système politique dirigé contre les libertés et la démocratie* ». (rapporté par *Le Monde* du 26 août).

Ainsi août 1982 s'achève par une double défaite, sous les coups de l'armée sioniste, de son commanditaire américain, de l'abandon de l'URSS et de la trahison lâche et avouée des bourgeoisies arabes.

Août 1982 marque aussi la fin d'une période historique pour la résistance palestinienne, et par voie de conséquence pour le monde arabe. Une nouvelle distribution des cartes est opérée au niveau régional, dont toutes les conséquences n'apparaissent pas encore. C'est aussi l'heure, pour la résistance palestinienne et le mouvement anti-impérialiste arabe, des révisions stratégiques.

L'intervention israélienne au Liban poursuit plusieurs buts : il s'agissait de briser la résistance palestinienne, de détruire l'OLP, d'atomiser les forces de ce peuple, et de porter ainsi un coup à la mobilisation populaire dans les territoires occupés ;

D'infliger des pertes sérieuses à l'armée syrienne, de briser son protectorat sur le Liban, et de la refouler si possible hors de ce pays ;

De stabiliser enfin par la force un régime à poigne à Beyrouth, faisant

pendant aux accords de Camp David signés avec l'Egypte.

Par cette offensive, Begin et Sharon entendaient également affirmer Israël comme l'allié privilégié et indispensable des USA dans la région. Ils escomptaient consolider par cette guerre une union sacrée au sein de l'Etat sioniste, ébranlé par les effets de la crise économique et d'une inflation galopante. Ils ont mené leur criminelle entreprise en utilisant à fond la marge d'autonomie que leur donne la crise de la direction impérialiste et sa perte d'autorité sur ses alliés.

Les résultats de l'offensive sont déjà considérables pour la direction sioniste. Les forces de l'OLP ont échappé à la destruction, mais elles sont dispersées et placées sous le contrôle étroit des gouvernements arabes. Le Liban passe sous la coupe des phalangistes, même si ces derniers ne sont pas prêts de vaincre toutes les résistances et de stabiliser la situation interne. La popularité de Begin en Israël est montée au zénith, mais, pour la première fois en période de guerre, une fracture politique importante s'est ouverte dans la société israélienne avec les manifestations, minoritaires mais réellement massives, du mouvement pour la paix maintenant. Le mythe sioniste de l'unité nationale est sérieusement atteint, la situation économique s'est encore aggravée et ses effets en retour ne manqueront pas de se développer.

Enfin, le rôle d'Israël comme relai de l'impérialisme dans la région est réaffirmé avec éclat.

Pour la résistance palestinienne, la phase historique qui s'achève avait pris son essor en 1968 avec la bataille de Karamé. Après la défaite des armées arabes coalisées un an plus tôt, une poignée de militants armés palestiniens tenait tête à l'armée victorieuse de Moshe Dayan. Karamé est le point de départ de la résistance palestinienne comme mouvement de masse politico-militaire, basé dans les pays limitrophes d'Israël.

De 1968 à 1982, les Etats arabes n'ont eu de cesse de refouler cette résistance qui polarisait chez eux le mouvement anti-impérialiste des masses, de la circonvenir, de la diviser et de la neutraliser. Sanction terrible de l'histoire, qui porte en elle une condamnation radicale des bourgeoisies arabes devant leurs propres peuples, c'est l'invasion israélienne au Liban qui consacre l'éclatement des forces militaires de l'OLP sous la tutelle des différents Etats arabes !

Il vaut la peine d'écouter Hani el-Hassan, conseiller politique d'Arafat, interviewé par l'OLP : *« Aucun Etat arabe ne pourra désormais faire de la surenchère à la gauche de Yasser Arafat dont les troupes ont mené la guerre israélo-arabe la plus longue de l'histoire de cette région (...) S'il est trop tôt pour dresser un bilan exhaustif des acquis et des erreurs passées, il est tout juste temps de comprendre que le temps du travail étalé, de la facilité de vivre et des privilèges sociaux est révolu et de se remettre à un travail véritablement révolutionnaire en vue de réaliser notre objectif : la création d'un Etat palestinien... Nous avons bénéficié des structures propres au Liban, mais nous en avons aussi abusé. Désormais, il faudra agir autrement et dans des conditions plus difficiles. Nous avons certes perdu le Liban-Sud, qui était, mais seulement jusqu'en 1978, notre principal tremplin d'action contre Israël. Mais nous pouvons et devons essentiellement agir désormais dans les territoires occupés par Israël... L'avenir de l'OLP sera placé sous le signe de la clandestinité et du travail intensif dans les territoires occupés par Israël »* (extraits publiés dans *Libération* du 25 août).

La direction de l'OLP n'a jamais rompu avec une politique misant sur le soutien matériel, diplomatique et militaire des Etats arabes, ni avec l'espoir d'une ouverture américaine contraignant Israël à accepter la création d'un Etat palestinien. Sans doute même Arafat a-t-il, pendant les premières semaines du siège de Beyrouth, tenté d'ouvrir à chaud cette issue. Mais l'évacuation forcée de Beyrouth, aux conditions de Begin, a fait s'effondrer ces deux illusions.

C'est ainsi que la défaite de Beyrouth place objectivement la résistance devant de nouveaux choix politiques. C'est, paradoxalement, au moment où l'OLP se retrouve écartelée et prisonnière physiquement des Etats arabes, que peut surgir dans la Résistance un débat stratégique qui repose en termes radicalement nouveaux son orientation.

L'intervention active du gouvernement français dans cette guerre a visé précisément ce point là : son but, qui recoupe celui de l'Egypte, consiste à

peser sur l'orientation de l'OLP afin de l'inscrire dans un réaménagement plus stable dominant les contradictions de la région. Parallèlement, Paris et Le Caire ne font nul mystère de leur volonté de rallier Washington à leurs vues. Le ministre des affaires étrangères égyptien ne cache pas la volonté de son gouvernement de soutenir les « modérés » de l'OLP, tandis que Mitterrand met une condition politique fondamentale à la reconnaissance de l'OLP par la France : celle de l'Etat d'Israël par l'OLP !

La politique du gouvernement français n'a pu paraître favorable à l'OLP que par une illusion d'optique, en contre-point de la trahison de l'URSS et des bourgeoisies arabes d'une part, des imprécations de Begin de l'autre. Que signifie l'équilibre entre les parties belligérantes, auquel se plait Mitterrand, quand on donne la main au plan Habib qui entérine les conquêtes israéliennes ? Est-ce Cheysson ou Ponce Pilate qui se félicite du départ des combattants palestiniens de Beyrouth, tout en regrettant l'absence d'une solution politique dont les clés, reconnaît-il, sont en d'autres mains ? C'est pourtant le gouvernement Français qui, dès le début de la guerre, a pressé l'OLP d'abandonner le fusil pour se transformer en « mouvement politique ». Comme si l'existence et la force politique de la résistance étaient indépendantes de la lutte armée ! C'est encore Mitterrand qui, dès juin, annonçait que la France répondrait à tout appel des « autorités légales du Liban ». Elles avaient bien besoin de ce secours, ces fantomatiques « autorités légales » incarnées par l'ectoplasme Sarkis, pour prendre bientôt la figure du condottiere sanglant Gemayel. Sous les traits fallacieux de la recherche équilibrée d'une paix juste, la politique du gouvernement français a été d'une rare duplicité, pour le compte de l'impérialisme mondial.

La double défaite de Beyrouth s'inscrit dans la contre-offensive que mène l'impérialisme au niveau mondial, et il a marqué des points très lourds. Sous ce coup de boutoir, les rapports de force régionaux se sont modifiés brutalement et de multiples contrecoups vont intervenir en cascade. Les effets politiques à long terme parmi les masses arabes ne pourront qu'être profonds tant la Palestine reste vécue comme un morceau de sa propre chair par la nation arabe.

Le sionisme contre le peuple palestinien

DANIEL JEBRAC

DEUX mois déjà que le Liban vit l'horreur quotidienne de l'agression sioniste. L'acharnement criminel de Begin et Sharon n'a pas de limites : bombardements répétés d'objectifs civils, arrestations massives de prisonniers parqués dans des camps sans garanties juridiques, siège de Beyrouth-Ouest privé d'eau et d'électricité... Déjà des milliers de morts.

Et les dirigeants sionistes disent haut et fort leur volonté d'aller plus loin. Pour Begin, Beyrouth c'est Berlin et le bunker d'Hitler : on n'abandonne pas une telle proie ! Les Etats-Unis ont couvert sans défaillance l'agression sioniste de leur droit de veto à l'ONU. Pourtant, les inquiétudes de Reagan sont brutalement écartées par Begin : les juifs n'ont pas cédé devant Rome, ils ne s'agenouillent que devant Dieu... Résolus à exterminer la résistance palestinienne, les dirigeants sionistes n'hésitent pas, à la face du monde, à faire de Beyrouth-Ouest un nouveau ghetto de Varsovie !

Un produit monstrueux d'un moment monstrueux de l'histoire

A tous ceux qui découvrent avec effroi la cruauté forcenée de l'Etat sioniste, il faut commencer par rappeler qu'il est d'abord le produit monstrueux d'un moment monstrueux de l'histoire de ce siècle.

Il a fallu en effet le génocide nazi, pour que des dizaines de milliers de juifs, qui refusaient jusqu'alors la solution sioniste, cherchent dans la fon-

dation de l'Etat juif la garantie de leur sécurité. Très tôt, les autorités sionistes ont compris qu'elles pouvaient tirer parti des persécutions nazies. Ainsi, l'Organisation sioniste a conclu en 1933 avec l'Allemagne des accords relatifs au transfert des capitaux juifs-allemands en Palestine. Il en est résulté une vague d'émigration bourgeoise vers la Palestine, permettant au secteur sioniste de consolider ses bases économiques.

Il a fallu en effet l'antisémitisme bureaucratique des staliniens, les persécutions des juifs d'URSS et de Pologne, pour que des milliers de juifs socialistes perdent tout espoir en une solution socialiste à la question juive et se tournent à leur tour vers le sionisme. Pourtant, pendant la guerre, la grande majorité des réfugiés juifs (75 %, soit plus de 1 900 000 personnes) ayant échappé au massacre, n'avaient pas trouvé asile en Palestine, mais en URSS.

Il a fallu enfin, dans la droite ligne de leur partage du monde en zones d'influences, le vote conjugué des Etats Unis et de l'URSS à l'ONU, en 1947, pour avaliser la partition de la Palestine et la fondation de l'Etat d'Israël : dans sa version définitive, le projet de partition prévoit un Etat juif s'étendant sur quelques 54 % de la superficie de la Palestine, avec une population juive d'environ 500 000 habitants sur plus d'un million ; l'Etat arabe (future Jordanie) compterait plus de 700 000 habitants, dont 10 000 juifs, et la zone de Jérusalem environ 20 000 habitants dont la moitié de juifs.

Un poste avancé de l'impérialisme

Dans ses fondements même, l'Etat sioniste constitue un poste



avancé de l'impérialisme au Moyen-Orient. Le père du projet sioniste, Théodor Hertzl définissait déjà la colonisation juive en Palestine comme *l'avant-garde de la civilisation contre la barbarie* ». Cette formule trouve aujourd'hui sa traduction pratique : l'Etat d'Israël est une forteresse de l'impérialisme face aux aspirations nationales et sociales des masses arabes. L'impérialisme britannique avait déjà compris, à la fin de la Première Guerre mondiale, que l'établissement d'un « foyer national juif en Palestine » pourrait l'aider à colmater le vide laissé par l'effondrement de l'empire turc dans la région et à poursuivre sa politique du « diviser pour régner ».

Depuis sa fondation, l'Etat sioniste s'est acquitté de sa mission avec zèle et fidélité. On le retrouve aux côtés de l'impérialisme français au moment de la guerre d'Algérie et aux côtés de l'impérialisme américain au moment de la guerre du Vietnam. Il est aujourd'hui le septième exportateur d'armes au monde : celui qui a approvisionné jusqu'au bout Somoza et fournit 80 % du matériel militaire à la dictature salvadorienne. Il est aussi l'un des partenaires privilégiés de l'Etat raciste d'Afrique du Sud.

Ces services rendus ne sont pas gratuits. Dès l'origine, l'Etat sioniste est un Etat subventionné. De 1949 à 1964, les investissements étrangers, l'aide publique et privée, ont atteint 6 milliards de dollars, soit trois mille dollars par habitant. Au début des années soixante, l'aide extérieure a été en moyenne supérieure à 500 millions de dollars par année, soit la plus importante du monde par habitant. Aujourd'hui, l'Etat d'Israël enregistre une dette extérieure de plus de 20 milliards de dollars. On cite généralement les cas du Brésil ou de l'Argentine comme exemples d'endettement exorbitant, avec 65 milliards pour le premier et 35 pour la seconde. Mais ces deux pays comptent respectivement 120 millions et 30 millions d'habitants, alors que pour une population de 3 millions d'habitants, la dette israélienne atteint un taux record par habitant.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : chevillé à l'impérialisme, l'Etat sioniste ne peut en dissocier son sort.

Pour créer son Etat, il a fallu que le peuple juif, « fantôme de peuple », donne naissance à un nouveau peuple fantôme, en dépouillant les palestiniens de leur patrie et de leur terre. Initialement, la colonisation juive en

Palestine a eu ceci de particulier qu'elle ne visait pas à exploiter les travailleurs arabes, mais à les remplacer.

Fondé sur l'exclusion d'un peuple

En 1920, la centrale syndicale, la Histadrout, fut fondée comme un syndicat à base ethnique, destinée à promouvoir le sionisme et le « travail juif ». Parallèlement, s'est développée la campagne pour la « libération de la terre », que ce soit par le rachat ou par l'expulsion pure et simple des paysans arabes.

Entre 1947 et 1948, 750 000 palestiniens, soit 80 % de la population arabe du nouvel Etat juif ont été chassés. Ce sont les premiers réfugiés de la diaspora palestinienne qui a depuis peuplé les camps de Jordanie et du Liban.

Les deux lois fondamentales de l'Etat, la « Loi du retour » (1950) et la « Loi sur la nationalité » (1952) confirment le caractère racial de l'Etat sioniste. La première reconnaît la nationalité à tout juif qui vient en Israël comme immigrant. La seconde établit ouvertement la discrimination entre habitants juifs et arabes. Enfin, il n'y a pas de séparation de la Synagogue et de l'Etat.

Un état expansionniste

« La commission elle-même n'ignore pas combien le territoire qu'elle nous propose pour l'Etat juif est restreint, et que le projet de transfert de la population arabe, si possible de bon gré, sinon par la force, peut permettre d'élargir la colonisation juive. » Voilà ce que déclarait dès 1938 le futur chef de l'Etat sioniste, Ben Gourion, à propos des propositions d'une commission d'enquête mise sur pied par la Grande-Bretagne.

Ces propos prouvent que les Begin et Sharon d'aujourd'hui ne sont pas des fanatiques étrangers au projet sioniste. Ils en expriment une certaine continuité. Parce que l'Etat sioniste est né de l'expulsion d'un peuple, jamais ses frontières ne seront suffisantes pour garantir sa sécurité. Si l'annexion du Golan ne suffit pas, il faut occuper le Liban. Si l'occupation du Liban ne suffit pas, il faudra demain

marcher sur Damas... Et si la résistance palestinienne resurgit dans les territoires nouvellement occupés, il faudra procéder à des expulsions massives, comme en 1948...

L'entreprise militaire de Sharon et Begin répond aujourd'hui à un objectif multiple :

- d'abord en finir avec la résistance palestinienne comme force politico-militaire organisée, par l'anéantissement ou par une nouvelle dispersion ;
- porter un coup à la Syrie et s'imposer comme l'allié indispensable de l'impérialisme américain dans une région profondément déstabilisée (révolution iranienne, guerre civile libanaise, guerre Iran-Irak, crise possible des régimes syrien et irakien) ;
- cimenter à nouveau l'union sacrée et l'unité nationale ébranlées en Israël même par la crise économique, l'inflation chronique, et la fermentation des protestations sociales.

La solitude palestinienne

L'enjeu est énorme. Il signifie d'ores et déjà un drame humain parmi les plus douloureux du siècle pour les palestiniens et les libanais. L'aboutissement de l'entreprise sioniste, en effaçant pour plusieurs années la résistance palestinienne en tant que force politique indépendante, signifierait l'un des coups les plus durs portés à la lutte d'émancipation des peuples dans un secteur décisif du monde, au cours des dix dernières années.

Pourtant, face à l'agression, la résistance palestinienne a dû constater sa solitude tragique. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris déclarait en juin : *« Malheureusement, le monde arabe est impuissant. Mis à part quelques pays et régimes, la majorité des Etats arabes assistent en spectateurs au drame libano-palestinien. Notre peuple et le peuple libanais se sentent seuls dans cette bataille. »* (le Monde du 19/6/1982).

Au même moment, Abou Ayad, dirigeant de l'OLP, déclarait à Beyrouth même : *« Nous avons résisté à l'armée israélienne plus que toutes les armées arabes... L'attitude soviétique est encore plus inexplicable. Nous avons interrogé Moscou publiquement et en secret. Nous n'avons reçu que des encouragements symboliques. Comment l'Union soviétique peut-elle permettre pareille passivité quand les Etats-Unis sont partie prenante de la bataille de façon aussi flagrante ? Je ne le com-*



Fédâyins palestiniens au camp de Sabra, près de Beyrouth.

prends pas. » (le Monde, 23/6/1982).

Cette solitude n'est hélas ni une nouveauté, ni une surprise. Le 3 janvier 1919, le Roi Fayçal signait un accord avec le représentant de l'Organisation sioniste, Weizmann, par lequel il « s'engage à prendre toutes les mesures pour garantir pleinement l'exécution et l'application pratique de la déclaration du gouvernement anglais du 2/11/1917 (prévoyant l'établissement du foyer national juif en Palestine) ... à encourager et stimuler l'immigration des juifs en Palestine sur une large échelle pour établir les immigrants juifs sur le territoire grâce à une colonisation plus dense et une culture intensive du sol. ». Cet accord préfigure la complicité entre les chefs sionistes et les féodaux arabes, notamment l'entente entre Ben Gourion et le Roi Abdallah qui partagera la Palestine entre Israël et la Transjordanie.

Les dirigeants féodaux arabes ont vendu, au sens strict du terme, la terre et le peuple de Palestine. Depuis, les bourgeoisies nationalistes ont pris la succession. Elles n'ont pas été moins loin dans la trahison. Pour faire face aux provocations de l'Etat sioniste, il aurait fallu libérer toutes les énergies anti-impérialistes des masses arabes opprimées et satisfaire leurs aspirations sociales. Les bourgeoisies arabes ont reculé, marchandé, capitulé. A partir de 1967, elles se sont installées dans le compromis et la collaboration. Dès lors, c'est la résistance palestinienne qui apparaît à l'avant-scène comme le fer de lance du mouvement anti-impérialiste arabe.

Mais cette résistance d'un peuple déraciné ne pouvait s'organiser que dans des pays d'asile, comme la Jordanie et le Liban. En y consolidant ses organisations et ses forces militaires, elle gagnait la sympathie des populations locales et devenait un défi pour les régimes des pays d'accueil. De la capitulation, les bourgeoisies arabes sont passées à la trahison ouverte.

En 1969, l'armée libanaise tentait à plusieurs reprises d'en finir avec les camps palestiniens. En 1970, c'est l'armée jordanienne qui organisait un massacre des résistants palestiniens. En 1976, la Syrie prêtait la main aux milices chrétiennes contre les combattants palestiniens de Tall el Zathar. La signature par Sadate des accords de camp David laissait les mains libres à Begin pour se tourner contre les camps palestiniens, en échange de l'évacuation du Sinaï.

Quant à la passivité soviétique, elle n'a rien de surprenant non plus. Gromyko a voté à l'ONU, au nom de

l'URSS, la partition de la Palestine. L'armée israélienne était équipée d'armes tchèques quand elle menait en 1947 les opérations d'expulsion des paysans arabes. En 1968 encore, l'URSS a voté la résolution de l'ONU qui garde le silence sur la question des territoires occupés militairement par Israël l'année précédente. Pour la bureaucratie du Kremlin, la résistance palestinienne n'est qu'un pion diplomatique dans le grand jeu de ses négociations avec l'impérialisme, un pion qui ne pèse pas très lourd à côté des autres pièces que sont l'Afghanistan, la Pologne, le Salvador, ou les accords SALT...

Le sort de la communauté juive n'est pas lié à l'avenir du sionisme

L'isolement de la résistance palestinienne rend plus urgent et nécessaire que pour toute autre lutte le développement d'un vaste mouvement de solidarité internationale. Or, il faut bien reconnaître que, dans les pays capitalistes, ce mouvement reste des plus limités. Il est bien loin des mobilisations de solidarité qui ont pu avoir lieu envers la révolution algérienne, vietnamienne, ou même centre-américaine.

Il y a au moins deux raisons qui expliquent en partie, sans les justifier, ces difficultés.

La première, c'est la mauvaise conscience de l'opinion envers le peuple juif depuis le génocide nazi. Les autorités sionistes exploitent à fond ce réflexe, prétendent sans cesse parler au nom des six millions de victimes et agir pour prévenir une nouvelle menace. Des militants ouvriers ou des personnalités fidèles aux luttes anti-impérialistes se sont souvent laissées égarer par ce chantage dès qu'il s'agit d'Israël.

Pour démasquer cette supercherie, il faut combattre avec acharnement l'amalgame entre l'anti-sionisme et l'anti-sémitisme d'une part, l'identification entre le sort de la communauté nationale juive et celui de l'Etat d'Israël d'autre part.

Il n'est pas vrai que la défense de la communauté juive de Palestine passe par la perpétuation de l'Etat



Beyrouth sous les bombes.

sioniste tel qu'il est. En prétendant que la présence d'une communauté nationale juive en Palestine ne peut se passer d'un Etat fondé sur la discrimination raciale, l'alliance organique avec l'impérialisme et l'agression permanente, ceux-là même nourrissent l'idée que la destruction de l'Etat sioniste implique la liquidation de la communauté. Ils continuent ainsi à jouer avec les malheurs passés du peuple juif et mettent en place les mécanismes d'une nouvelle tragédie, d'un nouveau Massada.

Il faut au contraire refuser de lier le sort de la communauté juive de Palestine à celui d'une structure étatique irrémédiablement condamnée.

Dès lors, il est clair que l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme n'est qu'une grossière duperie. Chaque fois que des juifs sont agressés et menacés en tant que tels, ou victimes d'une manifestation raciste, toute organisation ouvrière digne de ce nom doit se considérer attaquée et riposter. Nous avons été les premiers dans la rue après l'attentat de Copernic.

Mais que voudrait dire la vigilance face à l'antisémitisme si on tolérât en même temps que les autorités sionistes, à la recherche d'une nouvelle solution finale, déportent, napalment, pilonnent les camps palestiniens ? Le prétexte de légitime défense invoqué par Begin et Sharon ne tient pas une seconde. Ils ont toujours été eux-mêmes des orfèvres du terrorisme sioniste contre les populations arabes, des massacres de Der Yassine et Kafr Kassem hier, aux dynamitages systématiques de maisons dans les territoires occupés aujourd'hui. Ils appliquent maintenant à grande échelle au Liban leur terrorisme d'Etat doté des moyens les plus puissants et les plus modernes.

Pourtant, pas un manifestant sur dix de ceux qui étaient descendus dans les rue de Paris après l'attentat de Copernic n'a levé le petit doigt devant le massacre des Palestiniens !

En agissant comme il le font, les dirigeants sionistes créent toutes les conditions pour que l'antisémitisme, après avoir été « le socialisme des imbéciles » devienne « l'anti-impérialisme des imbéciles ». Pour l'empêcher, il faut que des voix chaque jour plus nombreuses s'élèvent, en Israël même et dans la communauté juive internationale, pour nier à ces dirigeants le droit de parler au nom des six millions de victimes du nazisme et d'incarner l'histoire du peuple juif.

Combien, parmi ces millions de morts, accepteraient aujourd'hui de

voir qu'on fait en leur nom de Beyrouth un nouveau ghetto de Varsovie ?

L'OLP face à un tournant stratégique

L'autre difficulté pour mobiliser le mouvement ouvrier aux côtés de la résistance palestinienne, c'est le manque de confiance dans la direction de cette résistance, l'OLP.

Il s'agit la plupart du temps d'un mauvais prétexte. Face à l'agression

permanente et aux persécutions sionistes et impérialistes, l'OLP a droit à un soutien total et inconditionnel du mouvement ouvrier international. Il n'existe pas le moindre prétexte pour se dérober à cette tâche.

Mais soutien inconditionnel n'est pas soutien acritique. La lutte de la résistance palestinienne est une lutte de libération qui ne peut être comparée à aucune autre. Elle se heurte à des problèmes autrement complexes.

D'une part, il ne s'agit pas seulement de se libérer d'une couche de colons exploiters, mais de briser la domination d'un Etat qui s'appuie sur la formation d'une communauté nationale juive : initialement, l'entrepri-

La position de la IV^e Internationale au moment de la fondation d'Israël

Le partage de la Palestine et le renversement éclair des positions sionistes — y compris de celles de la plupart des extrémistes — face à l'impérialisme britannique, ont porté un coup mortel à toutes les théories impressionnistes qui s'évanouirent à la lueur des bombes de l'Irgoun (1).

La solidarité fondamentale du mouvement sioniste, de la Haganah, et même de l'Irgoun, avec l'impérialisme contre les masses arabes, s'est manifestée de la façon la plus éclatante. Tout le crime du sionisme apparaît clairement en ceci que, grâce à sa fonction réactionnaire, les premiers mouvements des masses arabes en faveur d'une Palestine unie et indépendante se retournent contre la population juive et non contre l'impérialisme. Les dirigeants féodaux les plus réactionnaires du comité arabe pour la Palestine auront ainsi l'occasion de redorer leur blason en versant le sang des malheureux juifs, victimes de l'aveuglement sioniste.

Les dirigeants sionistes de par le monde virent l'établissement de l'Etat-miniature comme une grande victoire. Quelle misérable aberration ! La trappe que la Palestine a constitué pour les juifs, d'après les paroles de Trotsky, vient tout simplement de se refermer aujourd'hui. Sans un renversement radical de la situation mondiale et de la tendance sioniste du mouvement ouvrier juif en Palestine, l'extermination complète des juifs sera le prix payé par les juifs pour la triste victoire remportée à Lake Success. Et ironie amère de l'histoire, l'établisse-

ment d'un Etat indépendant juif qui d'après les profonds théoriciens sionistes, devait miner définitivement l'antisémitisme dans le monde a été le début d'une farouche explosion progromiste à Aden et d'une nouvelle montée antisémite dans le monde entier.

La position de la IV^e Internationale face au problème palestinien reste claire et nette comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante. Contre les effendis (2) et les agents impérialistes, contre les manœuvres de la bourgeoisie égyptienne et syrienne qui s'efforce de détourner la lutte émancipatrice des masses en une lutte contre les juifs, elle lancera des appels à la révolution agraire, à la lutte anticapitaliste et antiimpérialiste, moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne pourra mener cette lutte avec chances de succès qu'à condition de prendre position, sans équivoque, contre le partage du pays et contre l'établissement de l'Etat juif.

**IV^e Internationale
Novembre 1947**

(1) L'Irgoun et la Haganah étaient des organisations armées sionistes en Palestine jusqu'à la création de l'Etat d'Israël, dont elles constituèrent les cadres militaires. L'Irgoun, dont Begin était un dirigeant, s'est notamment illustrée par des attaques contre les Anglais en 1943 et le massacre du village arabe de Der Yassine.

(2) désigne en Turc les dignitaires militaires ou religieux.

se sioniste visait à remplacer les travailleurs arabes plutôt qu'à les exploiter. C'est la présence de cette société juive, avec ses propres différences de classe, qui fait la force de la mystification sioniste lorsqu'elle en appelle à l'autodéfense d'un peuple encore traumatisé par le génocide nazi.

C'est pourquoi la résistance palestinienne, si elle n'avance pas une politique susceptible d'aider aux diffé-

renciations de classe dans la société israélienne et de jeter un pont en direction du prolétariat juif, se heurte inévitablement à un mur. Arafat a manifesté récemment dans une interview au *Monde*, une prise de conscience de ce problème. A la question : « Avez-vous l'impression d'avoir commis des erreurs tout au long de ce conflit ? », il répondait : « Oui, nous n'avons pas su expliquer notre cause

aux Israéliens. Nous n'avons pas compris la mentalité israélienne. » (*le Monde* 10/8/1982). Il ne s'agit pourtant pas d'un problème de pédagogie, mais de stratégie : les possibilités de victoire de la résistance palestinienne passent aussi par un approfondissement de la lutte de classe au sein même de la société israélienne.

D'autre part, la résistance palestinienne, les événements de Jordanie

Prendre appui sur la mobilisation des masses arabes de l'Irak au Maroc.

Le texte publié ci-dessous est un extrait de la résolution politique mondiale et les tâches de la IV^e Internationale, adoptée au XI^e Congrès mondial de notre mouvement en novembre 1979.

Dans le monde arabe, le mouvement de la résistance palestinienne a abouti à une impasse politique par suite des défaites subies sous les coups combinés du terrorisme sioniste, de l'intervention et de la pression impérialistes, de la répression de la part de forces arabes réactionnaires, comme la monarchie hachémite en Jordanie et les milices réactionnaires maronites au Liban, ainsi que de la passivité tolérante d'autres gouvernements arabes de même que de la bureaucratie soviétique.

L'impasse a été accentuée par la capitulation de Sadate devant Begin, qui a donné le feu vert au gouvernement israélien pour lancer sa guerre éclair contre le Liban, qu'il avait projetée depuis longtemps.

La crise du mouvement de la résistance palestinienne a été approfondie par la capitulation de Sadate devant le sionisme, le fait que la Syrie recherche de plus en plus, elle aussi, un *modus vivendi* avec l'Etat sioniste, ainsi que la tendance croissante du Fatah — sous la pression des classes dominantes arabes, de l'impérialisme américain et de la bureaucratie soviétique — à s'adapter à ces pressions, quelles que soient par ailleurs ses protestations verbales. Toutes ces forces considèrent la résistance de masse des Palestiniens arabes contre l'Etat sioniste comme le principal, sinon le seul obstacle, sur la voie de la « stabilisation » du statu quo au Moyen-Orient, c'est-à-dire sur la voie de la domination de l'impérialisme américain. Elles sont prêtes à manœuvrer avec n'importe

quel appareil, y compris celui de l'OLP, afin de mettre fin à cette résistance. Si Begin et « l'establishment » sioniste jouissent d'un certain degré d'autonomie tactique, qui leur permet non seulement d'embarasser parfois la Maison-Blanche, mais à court terme aussi de bloquer la réalisation de certains projets, ils n'ont pas le pouvoir de modifier le « grand dessein » impérialiste au Moyen-Orient.

Ainsi, tout un cycle de nationalisme arabe petit-bourgeois, qui avait atteint le point culminant de sa radicalisation à la fin des années cinquante et au début des années soixante sous l'étiquette du « nassérisme », touche à sa fin. Cela explique, entre autres, la renaissance de courants réactionnaires comme les Frères musulmans.

La coalition de forces internationales hostiles, à laquelle l'héroïque résistance palestinienne doit faire face, est si formidable qu'une défense de ses droits est difficile à réaliser par les forces relativement réduites des seules masses palestiniennes arabes, elles-mêmes dispersées à travers le Liban, la Jordanie et l'Etat sioniste. Ces difficultés objectives ont encore été accrues par l'application d'une orientation politique qui met l'accent sur l'aide matérielle en provenance des régimes arabes, sur la guerre de guérilla et sur l'aide symbolique de Moscou.

Mais l'isolement grandissant d'Israël dans l'arène politique internationale, le discrédit que ses actes de plus en plus ouvertement réactionnaires (colonisations, bombardements de populations civiles, tortures) provoquent, notamment en modifiant l'opinion publique aux USA, l'existence de plus en plus reconnue d'un fait national palestinien, la po-

pularité croissante de la cause palestinienne parmi les Noirs américains et parmi les pays semi-coloniaux — avant tout l'Iran — en plus de celle dont elle jouit dans les pays arabes, le prix de plus en plus élevé que l'occupation et la politique militariste font peser sur l'économie israélienne : tout cela provoque un désarroi sans précédent au sein de la population israélienne, un mouvement de paix qui s'étend, ainsi qu'un début de différenciation de classe. La crise dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Etat sioniste est bien plus qu'une crise de direction. C'est une crise sociale et politique globale.

L'impérialisme américain va donc tenter de chercher, à la suite des bourgeoisies impérialistes européennes, à amener les dirigeants sionistes à adopter une solution plus souple face aux territoires occupés et aux droits nationaux des Palestiniens. Le problème reste néanmoins qu'il évitera tout ce qui risquerait d'affaiblir réellement l'Etat sioniste, dont l'impérialisme a encore plus besoin après la chute du shah.

La résistance palestinienne ne peut avoir de meilleure orientation que celle de s'efforcer de mobiliser l'appui des millions d'ouvriers et de paysans pauvres, du Maroc jusqu'à l'Irak. Si pareil appui atteint des dimensions suffisantes, il peut changer les rapports des forces en faveur de la résistance palestinienne, en combinaison avec les combats d'autres ouvriers et paysans arabes. Mais une telle fermentation révolutionnaire accrue est irréconciliable avec une politique de subordination politique aux classes dominantes et aux gouvernements des Etats arabes. Il faut appliquer une stratégie conformément au processus de révolution permanente.

hier ou du Liban aujourd'hui l'ont amplement vérifié, ne peut compter sur l'alliance des régimes réactionnaires arabes. Dans son combat anti-impérialiste, son seul allié stratégique se sont les masses arabes exploitées et opprimées. C'est pourquoi la politique dite de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes est une illusion dangereuse.

Dans quelque Etat que ce soit, la présence palestinienne constitue l'embryon d'un Etat dans l'Etat et une inspiration pour les travailleurs et les paysans attachés à la cause palestinienne comme à leur propre cause. Le conflit avec les intérêts des bourgeoisies et oligarchies locales alliées à l'impérialisme est donc inévitable.

Autrement dit, plus que dans toute autre lutte de libération nationale, une direction de classe et internationaliste est nécessaire à la lutte du peuple palestinien.

Or l'OLP n'est pas le FSLN du Nicaragua ou le FMLN du Salvador. Il s'agit là des directions qui se réclament du mouvement international et se sont formées sous l'influence de la révolution cubaine. L'OLP est une direction nationaliste anti-impérialiste petite bourgeoise. Il y a à cela des raisons objectives compréhensibles. Elle n'a pas pour base sociale une classe ouvrière et une paysannerie confrontées quotidiennement à leurs exploiteurs, mais la population déracinée des camps de réfugiés et la diaspora palestinienne du Moyen Orient dont une partie occupe des positions

importantes dans le commerce et les professions libérales.

La mobilisation de la population palestinienne des territoires occupés et la formation en Israël d'un prolétariat arabe a commencé dans les dernières années à dégager une nouvelle base sociale pour la résistance.

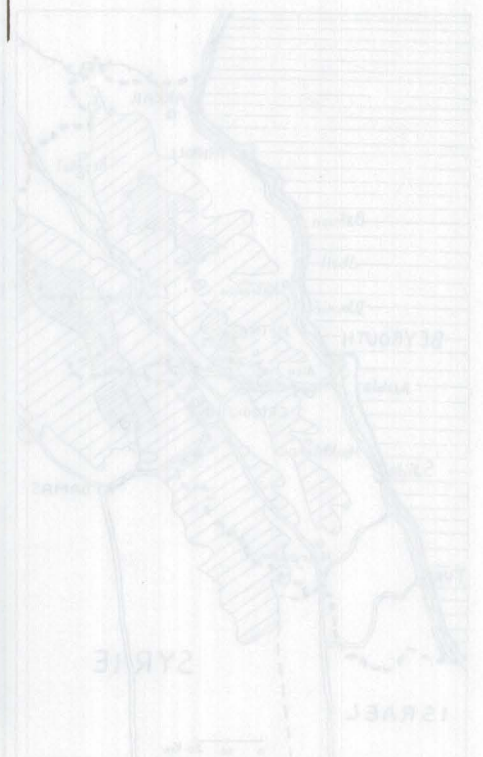
C'est aussi pourquoi, quelles que soient les péripéties immédiates, après les deux mois de guerre au Liban et l'évacuation des combattants palestiniens, rien ne sera plus comme avant pour la résistance palestinienne, qui va se trouver devant un tournant de son histoire aussi important que celui de 1967.

Wallid Joumblatt, le dirigeant progressiste modéré libanais, l'a bien compris qui déclarait récemment : *« L'OLP a besoin d'une nouvelle direction qui aborde la sauvegarde des droits palestiniens sous un nouvel angle... L'essentiel c'est une nouvelle légalité palestinienne une nouvelle stratégie, une nouvelle direction... Je suis conscient que l'OLP risque de se scinder et qu'une guerre civile entre palestiniens n'est pas impossible. »* (le Monde du 26/6/1982)

Pour les bourgeoisies arabes, l'OLP éparpillée et privée de sa principale force militaire devrait être réduite au rôle d'une force diplomatique d'appoint sous la tutelle des Etats arabes. Une autre voie est possible, qui tire toutes les leçons de ces quinze dernières années et donne à la résistance une orientation de classe en prenant pour colonne vertébrale la population palestinienne d'Israël et des territoires occupés.



Départ de combattants palestiniens par voie de mer.



Un précédent: la guerre civile libanaise de 1975-76

A la tête d'un Etat grand comme à peine deux départements français, la bourgeoisie libanaise a joué un rôle lucratif d'intermédiaire entre le marché occidental et l'arrière pays arabe.

Alors que l'agriculture ne contribue que pour 17 % et l'industrie pour 20 % au revenu national, les services (commerce, banques, transports, tourisme) qui n'occupent que 10 % de la population active, en représentent la part prépondérante : 58 %. L'industrie est pour l'essentiel une industrie légère annexe de ces services.

Il résulte de ces données qu'une petite bourgeoisie hétérogène constitue la majorité absolue de la population et facilite la perpétuation du caractère confessionnel de l'Etat libanais.

Depuis sa fondation, l'Etat demeure très faible, déchiré par le clanisme et le tribalisme, miné par la corruption. Ses structures sont officiellement confessionnelles : sur les 99 sièges parlementaires, 30 sont attribués aux chrétiens maronites, 20 aux musulmans sunites, 19 aux musulmans chiites, 11 aux grecs orthodoxes, 6 aux grecs catholiques, 1 aux arméniens catholiques, 1 aux protestants, et 1 est variable. Le président de la République est toujours un maronite, le président du conseil un sunite, le président de la chambre un chiite et le vice président du conseil un grec orthodoxe.

La présence de 400 000 réfugiés palestiniens, pour la plupart regroupés dans les camps, ne pouvait qu'ébranler l'équilibre instable de cet édifice.

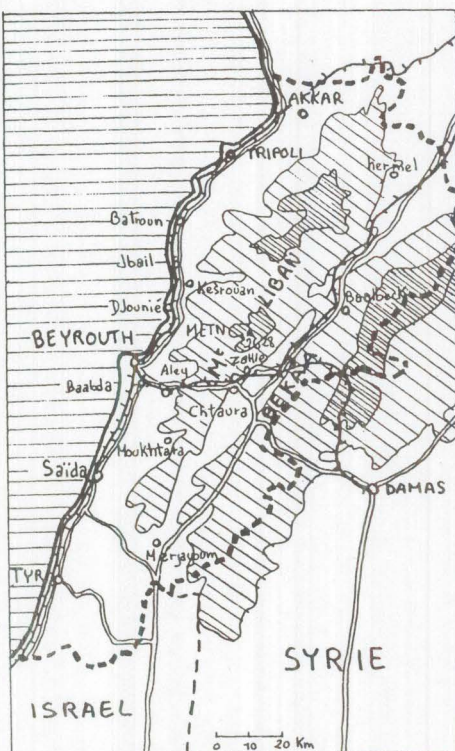
Depuis 1969, la bourgeoisie libanaise n'a cessé de chercher à se débarrasser de la présence palestinienne. En 1973, l'échec d'une tentative de liquidation des camps par l'armée officielle libanaise débouche sur la for-

mation, l'armement et le développement des phalanges chrétiennes (Kataeb). En 1975, leur chef Bechir Gemayel propose ouvertement l'organisation d'un référendum sur la présence de la résistance au Liban.

Le 1^{er} mars de la même année, une opération de répression de l'armée libanaise contre les pêcheurs arabes de Saïda provoque la fraternisation entre le petit peuple arabe et la résistance palestinienne, malgré la volonté de non ingérence proclamée par les organisations palestiniennes. La bourgeoisie libanaise redoute, comme cinq ans plus tôt la bourgeoisie jordanienne, une fusion de la résistance palestinienne et de la lutte de classe au Liban même.

En avril, les milices chrétiennes prennent une première initiative en massacrant 27 palestiniens. La riposte est immédiate. C'est l'escalade. La droite s'arme fébrilement avec l'appui des Etats-Unis. En septembre elle lance une offensive générale mais infructueuse. En janvier, elle organise un nouveau massacre systématique dans le bidonville de la Quarantaine, aux portes de Beyrouth. Les forces musulmanes, progressistes et palestiniennes, se vengent par un massacre similaire contre le village de Damour.

Devant l'impasse de la guerre, la Syrie se propose d'intervenir pour « sauvegarder l'unité du Liban et éviter de nouveaux massacres ». Le 22 janvier 1976, un accord « sans vainqueurs ni vaincus » est conclu sous son patronage. Le confessionnalisme du régime libanais est renforcé et aucune réforme substantielle n'est envisagée. De janvier à mars 1976, la droite chrétienne, la droite musulmane, la gauche et les organisations palestiniennes proclament toutes leur appui à l'intervention syrienne. La dénonciation du régime syrien et de son rôle au Liban par quelques groupes minoritaires d'extrême-gauche est



la seule note discordante de ce concert.

Mais aussitôt après l'accord du 22 janvier s'ouvre un processus de désintégration de l'armée régulière libanaise. Des officiers arabes dissidents créent une « Armée du Liban arabe » qui fait boule de neige. Des officiers chrétiens répondent par la création d'une armée de libération du Liban. Avec l'armée, c'est l'Etat libanais lui-même qui se désagrège.

Les combats redoublent et les forces progressistes avancent. Le 21 mars, elles occupent le centre de Beyrouth. Le 24 mars, le président Franjeh s'enfuit et se réfugie à Jounieh, nouvelle capitale du Liban chrétien. En deux semaines de combats meurtriers, la gauche et la résistance palestinienne contrôlent plus des deux tiers du territoire, et sont en condition de remporter une victoire militaire. L'intervention de la Syrie et l'attitude de la direction palestino-progressiste vont empêcher ce dénouement.

Dès le 11 mars, les médiateurs syriens s'étaient déclarés impuissants devant la nouvelle détérioration de la situation et ils avaient quitté le pays. Ils vont être à nouveau appelés à la rescousse par la droite libanaise menacée d'une défaite militaire qui se solderait soit par la partition du Liban (et la perte pour un mini-Etat chrétien des relations économiques avantageuses avec les pays arabes), soit par des concessions politiques entraînant de nouveaux rapports de forces dans le pays.

La Syrie répond à l'appel et menace début avril de fermer sa frontière à tout transit d'armes pour la résistance. Les forces de la Saika, organisation palestinienne organiquement liée au régime syrien, tentent en vain de s'interposer pour bloquer l'offensive antiréactionnaire. Vingt mille soldats syriens pénètrent alors en territoire libanais... La population des quartiers musulmans crie à la trahison. Yasser Arafat se rend à Damas : la Syrie retire ses troupes en échange d'un cessez-le-feu accepté par la gauche et la résistance palestinienne au moment où la victoire était à portée.

Le 8 mai, les syriens sont résolus à garantir à tout prix la tenue d'élections présidentielles au Liban, malgré la poursuite des combats. Sarkis est élu par soixante-six voix et trois abstentions, lors d'une élection que les intimidations et la corruption transforment plus que jamais en mascarade. Le seul rival de Sarkis, candidat de la droite chrétienne, des Syriens et des américains, était Raymond Eddé, ancien leader de la droite maronite,

cette fois soutenu par la gauche, la résistance et l'impérialisme français.

La gauche est désorientée et paralysée par les accords conclus par Arafat à Damas à la veille de l'élection. Le lendemain de l'élection, le même Arafat envoie un message de félicitations au nouveau président. Mais les organisations palestiniennes du front du refus relancent l'offensive militaire. Le Fatah est obligé de suivre. La Syrie tente de négocier un nouvel accord. La semaine qui suit l'élection est marquée par des batailles meurtrières.

Le 31 mai, la Syrie intervient à nouveau avec l'envoi au Liban d'un corps de 20 000 soldats (contre 2 000 seulement en avril). Les forces palestino-progressistes résistent à cette intervention. De nombreux chars syriens sont détruits. L'incertitude de l'issue entraîne l'envoi de « casques verts » des pays arabes pour s'interposer. Le 23 juin, la réunion à Ryad des représentant de l'Arabie Saoudite, de l'Egypte, du Koweït et de la Syrie sanctionne l'isolement des palestiniens.

Le rapport de forces commence à basculer à leur détriment. Le 12, à l'issue de combats meurtriers, le camp palestinien de Tall el Zaatar tombe sous les coups des milices chrétiennes soutenues par l'armée syrienne. Pendant ce temps, l'armée israélienne prend en tenaille les palestiniens en exerçant une pression militaire au sud-Liban. Le 18 octobre, les accords de Ryad entérinent l'occupation syrienne.

De la guerre civile de 1975-1976, plusieurs leçons se dégagent qui gardent aujourd'hui toute leur portée :

- Le confessionalisme a permis de donner à la guerre civile une allure de guerre de religion au détriment de sa véritable signification anti-impérialiste et de son contenu de classe. L'opposition entre les musulmans pauvres et les chrétiens riches n'est vraie que tendanciellement. Les dirigeants de la grande bourgeoisie musulmane ont su se placer du côté du camp musulman pour préserver leur clientèle et pour œuvrer aux compromis sauvegardant les structures sociales de l'Etat libanais. Inversement, une partie du petit peuple chrétien a pu être enrôlé dans les phalanges sous la crainte de massacres religieux. Les méthodes militaires utilisées de part et d'autre ont renforcé cette polarisation confessionnelle partiellement trompeuse.

- Le front palestino-progressiste a agi comme un front défensif. Devant la désagrégation de l'Etat libanais, il a

été amené à remplir dans les quartiers populaires ou les camps palestiniens des tâches croissantes de ravitaillement, d'administration, de santé, de police, mais en prenant garde de ne pas défier les organes officiels de l'Etat. Il a colmaté les vides du pouvoir légal sans se présenter jamais comme un possible pouvoir alternatif. Il agissait ainsi conformément aux limites qu'il s'était lui-même assignées : « *Le programme de réformes présenté par le mouvement national n'est pas un programme socialiste ou communiste... Il constitue en réalité un programme de dépassement du pouvoir féodal le plus arriéré vers un pouvoir capitaliste libéral et démocratique, le terme démocratique devant être interprété dans son sens bourgeois.* » (Georges Haoui, membre du Bureau politique du PC libanais, dans une interview à l'AFP du 29 décembre 1975).

- Enfin, la direction de l'OLP s'en est tenue à sa position officielle de « non ingérence dans les affaires intérieures des régimes arabes ». Mais elle ne peut éviter que les masses arabes jordaniennes ou libanaises soient confrontées aux mêmes menaces et aux mêmes problèmes que les réfugiés palestiniens : la menace d'Israël, la répression de leurs propres bourgeoisies. Quelle que soit la volonté des dirigeants palestiniens, la tendance à la fusion de ces luttes est inévitable. Et s'ils prétendent ne pas intervenir dans les affaires intérieures des pays d'accueil, il est tout aussi inévitable que les Etats de ces pays, pour leur propre sauvegarde, interviennent dans les affaires de la résistance palestinienne de la façon la plus brutale, comme ce fut le cas en Jordanie en 1970, au Liban en 1975-1976, et encore aujourd'hui.



Miliciens phalangistes de Béchir Gémayel.

Organisations de la résistance palestinienne

El Fatah, mouvement politique créé en 1959. Al ASSIFA, organisation militaire créée en 1964; C'est la principale organisation de la résistance. Son leader, Yasser Arafat, est aussi président de l'OLP et commandant général de l'Armée de libération palestinienne (ALP).

L'ALP (Armée de libération palestinienne), est formée d'unités régulières ce qui n'est pas le cas des autres organisations de la Résistance.

La SAIKA, organisation de résistance d'obédience syrienne.

Le FDPLP (Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine). Né en 1969 à partir d'une scission du FPLP, le FDPLP, dont le leader est Nayef Hawatmeh, a été le premier à se prononcer pour la création d'un Etat palestinien sur la rive ouest du Jourdain et le secteur de Gaza, deux territoires occupés par Israël depuis la guerre de juin 1967. Le FDPLP est d'orientation pro-soviétique.

Le FPLP (Front populaire pour la libération de la Palestine) est issu du mouvement nationaliste arabe (MNA); Son principal dirigeant est Georges Habache.

Le FLA (Front de libération arabe), organisation palestinienne d'obédience irakienne. Faible numériquement et militairement.

Il existe d'autres organisations palestiniennes de moindre importance, regroupées également dans l'OLP.

Organisations de la droite chrétienne libanaise

Les phalanges libanaises (Kataeb), fondée en 1936 par Pierre Gemayel qui rentra au Liban après un séjour en Allemagne hitlérienne. Chrétiens maronites, les Kataeb sont le parti le plus puissant de la droite chrétienne. Ils ont absorbé d'autres organisations d'extrême droite comme le Front des gardiens du cèdre. Béchir Gemayel, fils de Pierre, a dirigé les milices phalangistes avant de prendre la tête du parti.

Le PNL (Parti national libéral). Parti d'extrême droite dirigé par Camille Chamoun, ancien président de la République qui fit appel aux marines américains lors de la guerre civile de 1958; L'influence de ce parti a été réduite par la violence par les kataeb.

Le Bloc national, dirigé par Raymond Eddé, en exil à Paris. Hostile aux phalanges, ce parti ne dispose pas de forces de combat.

Organisations de la gauche et de l'extrême gauche libanaise

Les nassériens indépendants (El Mourabitoun), la plus importante organisation nassérienne libanaise. A vocation surtout militaire, elle a pris une place importante dans la défense de Beyrouth.

Le PSP (Parti socialiste progressiste, membre de l'internationale socialiste). Fondé par le leader Druze Kamal Joumblatt, il est dirigé aujourd'hui par son fils Wallid, qui est également président du Front national libanais. Les milices armées de ce parti, présentes essentiellement dans le Chouf Druze, ont renoncé à s'opposer militairement à l'invasion israélienne.

Le PCL (Parti communiste libanais, fondé en 1925). Fort de plusieurs milliers de militants et d'une organisation militaire qui a participé aux combats.

L'OACL (Organisation d'action communiste au Liban), créé en 1970 à partir d'une fusion de deux groupes d'extrême gauche. Elle a connu une évolution qui la rapproche du PCL et dispose également d'une organisation militaire.

Le GCR (groupe communiste révolutionnaire), organisation de la IV^e Internationale. Fondé sur la base d'une scission d'une organisation d'extrême gauche, elle même issue du PCL, le GCR appelle à la fondation d'un parti communiste inter-arabe. Ses militants, dont le nombre demeure réduit, ont participé à la défense de Beyrouth.

Il existe également un nombre important de petites organisations d'extrême gauche d'obédiences variées.

LA QUESTION JUIVE AUJOURD'HUI

DANIEL BENSARD

LA compréhension du sionisme doit partir d'une analyse matérialiste et historique : il s'agit de la théorie du peuple-classe élaborée par Otto Bauer puis Abraham Léon, défendue par Weinstock, Rosdolsky, Deutscher, Mandel...

L'identité du peuple juif pendant les siècles de diaspora ne s'est pas maintenue en vertu d'une mission ou d'une essence métaphysique, mais d'une fonction sociale : celle d'un peuple-classe remplissant globalement une fonction marchande dans des sociétés principalement productrices de valeurs d'usage. En vertu de quoi, les juifs ont constitué une sorte de caste, jouant le rôle « *d'intermédiaires indispensables d'une économie naturelle* » (1). Qui dit « caste » dans une société précapitaliste, ne dit pas simple agrégat d'individus à fonction similaire. Ceux qui ne voient pas de culture commune à ces communautés disséminées aux quatre vents ferment les yeux sur le lien culturel le plus voyant : la religion. Non pas la religion d'une société capitaliste développée, devenue une question privée de croyance ou de foi, une sorte de morale domestique, mais la religion dans la fonction qu'elle accomplit dans toute société précapitaliste : ciment directement politique, idéologique, et juridique d'une société. Plus que toute autre, la loi mosaïque est une politique autant qu'une morale (2).

Qui plus est, cette religion enseigne à ses adeptes qu'ils forment un peuple. Elle délimite ce peuple et constitue un facteur d'exclusion refusant la conversion au judaïsme. C'est parce qu'elle cimente l'unité et la différence de ce peuple, que la religion juive a constitué un obstacle (une contradiction démontée par Spinoza) sur la voie de l'universalisme mono-

théiste assumé par la chrétienté.

Dans des sociétés plurinationales ou pluri-ethniques, les juifs n'étaient pas moins une nation potentielle que les autres communautés. Quand Marx dit que les juifs se sont perpétués non pas malgré l'histoire, mais par l'histoire, et quand Léon ajoute qu'ils se sont perpétués non pas malgré mais « *à cause de leur dispersion* », ils reconnaissent du même coup le problème que pose leur unité et leur identité historique, par-delà le morcellement des communautés. Aussi ne semble-t-il en rien hétérodoxe de parler d'histoire millénaire du peuple juif.

Un point de départ, non un point d'arrivée !

Abraham Léon et la théorie du peuple-classe constituent le seul point de départ possible pour expliquer d'un point de vue matérialiste et historique le maintien d'une unité culturelle, nationale ou nationalitaire, malgré la dispersion.

Le seul point de départ, mais pas le point d'arrivée. La question juive s'éteint-elle avec l'éclatement de ce peuple classe, écartelé entre la prolétarianisation d'un côté et l'essor du grand capital ? Là est tout le problème. Dès lors que le vecteur social du peuple classe est dynamité par l'accumulation capitaliste, la judéité ne serait-elle plus qu'une survivance incohérente, une espèce de monstre historique, un fossile ? Le juif, en tant que tel se survivrait-il comme un fantôme, ou comme un pur produit de la manipulation sioniste ? C'est encore par l'histoire que la question juive rebondit et prend à contre-pied le

(1) Weinstock, « le Sionisme contre Israël », p. 19. La théorie du peuple classe est fondée principalement sur l'étude des communautés d'Europe centrale depuis le Moyen-Age. Ceci a suscité les objections argumentées de Rodinson dans sa préface au livre d'Abraham Léon. Mais la réponse de Weinstock à Rodinson (« Quatrième Internationale », juillet 1969, n° 38) nous semble pour l'essentiel convaincante.

(2) Baron a d'ailleurs insisté unilatéralement sur ce facteur religieux comme ciment d'une communauté dispersée. Il est néanmoins frappant de souligner le caractère confessionnel de l'Etat d'Israël et le rôle que continue de jouer la religion dans la définition de la communauté.



Manifestation de jeunes palestiniens dans les territoires occupés.

pronostic optimiste de son dépérissement ou de son extinction.

Les marxistes de 1903, Lénine comme Trotsky, étaient aussi sûrs de la vocation d'émancipation universelle du prolétariat, que la bourgeoisie révolutionnaire des lumières était sûre de la portée universellement libératrice des droits de l'Homme. Puis vint le stalinisme. Et les certitudes de 1903 face au Bund, ont fait place à un balbutiement incertain, patent chez Trotsky lui-même (3). Les raisons de ce rebondissement sont multiples. Il y a d'abord le génocide. Nous serons d'accord pour dénoncer la fonction qu'il a joué et continue à jouer pour la propagande et la bonne conscience des autorités sionistes. La diffusion en France du film Holocauste a fourni un bel exemple de communion hypocrite entre les bourgeoisies occidentales et l'establishment juif. Mais ceci n'enlève rien au fait historique massif et sans précédent : « *Auschwitz fut le terrible berceau de la nouvelle conscience juive et de la nouvelle nation juive. Nous qui avons rejeté la tradition religieuse, mais appartenons maintenant à la communauté négative de ceux qui ont été exposés tant de fois à l'histoire, et dans des circonstances si tragiques, à la persécution et à l'extermination. Pour ceux qui ont toujours mis l'accent sur l'identité juive et sur sa continuité, il est étrange et amer de penser qu'elle doit son nouveau bail sur la vie à l'extermination de 6 millions de juifs. J'aurais préféré que les 6 millions d'hommes et de femmes, et d'enfants survivent, et que la juiverie disparaisse. Nous avons vu le Phénix de la juiverie renaître des cendres de 6 millions de juifs. Quelle résurrection !* » (4)

La seconde raison est peut-être moins spectaculaire, mais toute aussi profonde et durable : non seulement la première révolution prolétarienne victorieuse n'a pas résolu la question juive dans le sens prévu de l'assimilation, mais le stalinisme a écrit un nouveau chapitre inédit de l'histoire de l'antisémitisme. Les racines de cet antisémitisme sont multiples. Weinstock souligne que la NEP a relancé la fonction commerciale traditionnelle des communautés juives au sein même de la société de transition. Deutscher note que les juifs, largement plus alphabétisés que la moyenne de la population, sont devenus massivement des cols blancs après l'abolition du numérus clausus tsariste, et se sont intégrés en nombre à la moyenne bureaucratie post-révolutionnaire. Ils réunissaient ainsi toutes les conditions idéales pour redevenir les boucs-émissaires de la bureaucra-

tie stalinienne. Il faut ajouter à cela des raisons plus directement politiques et internes au parti : les vieux bolchéviks juifs pouvaient difficilement se convertir dans leur majorité en défenseurs zélés du chauvinisme grand-russe. Nombre d'entre eux se retrouvèrent dans les oppositions. Le résultat global, c'est une politique de liquidation culturelle et physique des juifs soviétiques, et le déclenchement de campagnes ouvertement antisémites, dont le procès Slansky et le procès des blouses blanches offrirent des exemples spectaculaires.

L'antisémitisme stalinien fait partie d'une politique d'ensemble, réactionnaire et contre-révolutionnaire de la bureaucratie, que nous avons opiniâtrément combattue. Mais nous ne pouvons empêcher que le doute et le soupçon engendrés par cette politique rejaillissent sur l'ensemble du mouvement ouvrier, de la même façon que le stalinisme a rendu l'idée même du socialisme suspecte à des millions de travailleurs.

Enfin, la troisième raison, c'est la fondation même de l'Etat d'Israël qui crée un fait accompli, donne un ancrage territorial à une partie du peuple juif, établit en Palestine une « communauté nationale hébraïque ».

Weinstock reconnaît la formation de cette « communauté nationale », dès avant la fondation de l'Etat d'Israël : « *Ainsi se développe graduellement en Palestine au début du siècle une société juive autonome, dotée d'une classe ouvrière propre et d'une bourgeoisie embryonnaire, brassant en un ensemble national homogène les colons sionistes venus d'horizons divers et la population juive autochtone. L'adoption d'une langue commune, l'hébreu, cimentent la cohésion de l'entité nouvelle. On assiste dès ce moment à la constitution d'une nationalité nouvelle au Proche Orient, issue d'un processus spécifique de la colonisation sioniste séparatiste et du melting pot juif Palestinien : la nation israélienne en gestation.* » Il ajoute plus loin : « *Loin de constituer une classe d'opresseurs étrangers, les juifs palestiniens se convertissent graduellement en une nation hébraïque nouvelle, structurée selon le schéma capitaliste classique : bourgeoisie dominante et prolétariat opprimé.* » (5)

Le titre même du livre de Weinstock est significatif de la reconnaissance de ce fait national nouveau, déformé et menacé par le sionisme même qui s'en prétend l'unique défenseur. Il ne faut pas sous-estimer l'effet en retour de cette donnée nouvelle sur l'ensemble de la Diaspora. Le nazisme avait déjà rapproché sous une même persécution les branches

(3) Comme le note Brossat dans son article sur le Bund, « Quatrième Internationale », n° 2, septembre 1980. Le Bund était une organisation socialiste ouvrière juive en Russie.

(4) Deutscher, « Essais sur le problème juif » Payot.

(5) Weinstock, « Le Sionisme contre Israël », p. 99 et 185.

(6) Cité dans le catalogue pour des juifs de Maintenant, revue Recherches.

(7) Ibid.

(8) Rosdolsky : « La Neue Rheinische Zeitung et les juifs ». Voir aussi et plus généralement sa critique de Marx et Engels sur la question nationale.

(9) L'idée d'autonomie culturelle nationale avancée par Bauer pour résoudre les questions nationales au sein de l'empire austro-hongrois sans en briser l'unité peut avoir une certaine validité pour apporter une réponse aux revendications nationalitaires à l'époque du capitalisme du déclin, dans un sens différent de la multiplication d'Etats-nations. A condition que les instances régionales jouent un rôle important dans la planification socialiste comme le suggérait déjà Lénine lui-même : « Il faut en outre appliquer une large autonomie régionale et une administration locale dotée de pouvoirs élargis pleinement démocratiques, les limites de ces régions étant fixées sur la base des conditions d'économie et de mode de vie, déterminées par la population locale elle-même, de la composition nationale de la population, etc. » (Tome 19, p. 460)

(10) Dans son livre « Le Défi national », ed. Anthropos, Ariele Yaari donne un échantillon impressionnant de l'antisémitisme soviétique contemporain.

ashkénaze et sépharade. La Diaspora sépharade d'Afrique du Nord et du Proche Orient a été ensuite bouleversée par les effets de la décolonisation et par les développements du conflit judéo-arabe. Il n'est pas possible dès lors de considérer l'Etat d'Israël comme le territoire refuge de la seule immigration centre européenne : 65 % de la population juive israélienne est sépharade.

La dialectique entre l'Etat d'Israël et la Diaspora est dès lors complexe. Elle permet à l'establishment juif de France ou des Etats-Unis de concilier l'assimilation socio-économique et le maintien de la référence à une identité nationale enfin matérialisée. Faut-il considérer comme sinistrement symptomatique les déclarations ultra-sionistes de l'ex-maoïste Bernard-Henri Lévy : « *L'existence d'un Etat fort, jouant au jeu du plus fort, est quelque chose de capital pour un juif, même si le juif en question, c'est à dire moi, mourra selon toute vraisemblance en France.* » (6) Vladimir Rabi souligne à juste titre la particularité de ce nouveau sionisme par procuration au sein de la Diaspora : « *Un sionisme étrange, un sionisme sans participation financière (les 700 000 juifs de France participent moins que les 19 000 juifs de Suisse); sans aly'a (une moyenne d'un millier par an) et sans pouvoir politique. C'est ce qu'on peut appeler "un sionisme par procuration".* » (7) Certes. Mais que l'Etat d'Israël soit sérieusement menacé et la Diaspora fonctionnera dans sa grande majorité comme un garde frontière extérieur de la « communauté nationale ». Chaque crise l'a déjà illustré et c'est bien là un aspect du problème : on ne peut séparer radicalement l'existence matérielle d'une communauté nationale en Palestine et une Diaspora évanescence et volatile, vouée à l'assimilation graduelle.

Le génocide, l'antisémitisme stalinien, la fondation de l'Etat d'Israël : voilà les trois raisons qui font rebondir la question juive, contrairement aux pronostics historiques du début du siècle. Elles sont puissantes. Le pronostic de l'assimilation sociale n'est pas pour autant invalidé, mais ses voies infiniment plus tortueuses, tout comme celles de la révolution socialiste. En 1937, Trotsky se montrait d'ailleurs infiniment plus prudent et réservé qu'en 1903 : « *La question juive, je le répète, est indissolublement liée à l'émancipation totale de l'humanité.* » C'est déjà autre chose que de prétendre que la question en tant que telle a été réglée de fait par l'éclatement du peuple-classe. Trotsky a indiscutablement raison. Mais en

attendant cette émancipation totale à l'horizon de l'histoire, du dépérissement des classes sociales et de l'Etat, la question subsiste et ne peut être ignorée.

Une question non réglée historiquement

Comment la caractériser ? L'écartèlement du peuple-classe entre prolétariat et bourgeoisie, l'assimilation tendancielle dans les deux sens, n'a pas abouti à la dissolution pure et simple de la communauté. Son existence et le maintien de son identité se posent dans un contexte nouveau. Il est possible et probable qu'avec une révolution heureuse en URSS, et sans le nazisme (qui a fondu sous une même étoile une unité dispersée), l'affaire serait réglée. Mais ce n'est pas le cas.

Rosdolsky, qui partageait les thèses d'Abraham Léon, écrivait cependant : « *Sans doute, l'identification de la judéité avec le capitalisme, que l'on trouve dans ce texte de 1844, était déjà incorrecte à l'époque, non seulement parce qu'il y avait un moment que le capitalisme dans sa croissance avait dépassé ses formes antédiluviennes — le capital commercial et usuraire —, mais parce que d'autre part, les juifs eux-mêmes, en raison du processus capitaliste de différenciation des classes, perdaient sans cesse davantage leur caractère du peuple mercantile par excellence, et, de peuple classe, se transformaient en une nationalité moderne.* » (8)

Singulière nation, disait déjà Rousseau : « *Eparse parmi les autres, sans pourtant s'y confondre.* » Peuple en diaspora, nation sans territoire, communauté nationale, nationalité ; toutes les définitions ont été tentées... Le problème est sans aucun doute obscurci par une définition restrictive de la nation, réduite à l'Etat-nation, formé sous l'égide d'une bourgeoisie nationale ascendante (unifiant un marché national) ou d'un prolétariat anti-impérialiste réalisant sur la voie de son émancipation sociale des tâches démocratiques nationales non résolues par la bourgeoisie. C'est à partir d'une telle conception que Marx et Engels ont été conduits à la limite de positions réactionnaires sur « les peuples sans histoires ».

Au sein de la théorie marxiste, le débat n'est pas clos. Il oscille entre les définitions normatives de Staline,

énumérant les critères indispensables à la reconnaissance d'un fait national, et les définitions fluides de Bauer, qui retient une combinaison variable de critères, dont aucun (pas même le territoire) ne serait absolument indispensable.

La clef du problème est encore une fois historique. La question nationale à l'époque du capitalisme ascendant, de la formation des marchés nationaux, ne se pose pas dans les mêmes termes qu'à l'époque de l'impérialisme et du capitalisme tardif. Dans le premier cas elle débouche principalement sur la formation de nouveaux Etats nations. Dans le second elle tend à s'inscrire directement dans la perspective de l'autonomie culturelle au sein de l'économie planifiée et de la démocratie socialiste. On peut, par souci de clarté, parler dans le second cas de question nationalitaire au lieu de question nationale. Cela n'en implique pas moins la reconnaissance d'une communauté et d'un fait national. (9)

L'assimilation est une perspective historique, pas une réponse immédiate

Il n'est pas juste de dire que la solution à la question juive est l'assimilation. Il est plus juste de dire comme Trotsky qu'elle réside dans l'émancipation totale de l'humanité, sans préjuger des rythmes et des formes de dépérissement des questions nationales et des autonomies culturelles. L'assimilation sera probablement cette forme. Mais ce ne peut être une ligne ou un mot d'ordre de réponse au sionisme. On ne peut pas demander à la communauté nationale juive de faire confiance aux lois naturelles de l'assimilation au sein du prolétariat aussi longtemps que le mouvement ouvrier n'aura pas démontré en pratique sa capacité à résoudre la question juive.

Pour l'heure cette démonstration n'a pas eu lieu (10). Aussi la perspective de l'assimilation, si probable soit-elle, ne peut constituer une réponse à la revendication de droits nationaux. C'est pourquoi nous reconnaissons comme légitime le droit des communautés juives à se défendre en tant que telles face aux campagnes antisémites. A nous de faire en sorte

que les organisations ouvrières démontrent leur efficacité dans ce combat.

Sur la réponse immédiate à donner à la question juive, Lénine et Trotsky ont considérablement varié.

En 1903, Lénine caractérise l'idée bundiste d'une nation juive comme « *fausse et réactionnaire en son essence..., absolument inconsistante d'un point de vue scientifique.* » (11). Il s'abrite derrière la compétence supposée de Kautsky et Bauer sur le sujet pour caractériser la communauté juive non comme une nation, mais encore comme une caste.

Dans les notes critiques de 1913 sur la question nationale, il parle de « *la nation la plus opprimée et la plus traquée, la nation juive.* » (12). Déjà en 1905, il reconnaissait que les « *travailleurs juifs souffrent à la fois d'une oppression économique et politique... en tant que nationalité privée de tout droit.* » (13). En 1913 encore, il critique Bauer pour avoir exclu les juifs de son projet d'autonomie nationale culturelle : « *Lui qui exclut du plan d'autonomie ex-territoriale des nations la seule nation ex-territoriale.* » (14). Il ne fait donc aucun doute, à partir de 1905, que Lénine aborde la question juive comme une question nationale particulière, ce qui n'implique pas plus que pour les autres nationalités la nécessité d'un parti révolutionnaire séparé : la structure unitaire du parti répond simplement à l'unité de l'appareil d'Etat tsariste en tant que cible stratégique de la révolution prolétarienne.

En effet, tout en reconnaissant la réalité et la complexité des questions nationales en Russie, Lénine salue « *la tendance historique universelle du capitalisme à la destruction des barrières nationales, et à l'effacement des distinctions nationales, à l'assimilation des nations...* » (15). L'assimilation est donc abordée comme une tendance objective avec son aboutissement probable, mais non comme une solution en termes de proposition politique immédiate.

Il cherche plutôt la solution dans des propositions positives favorisant les libres regroupements, l'enseignement et l'usage des langues nationales. Après la prise du pouvoir, fidèle aux enseignements de la Critique du Programme de Gotha, il comprend que l'égalité formelle entre petites et grandes nations, entre oppresseurs et opprimés de la veille, ne suffit pas. Il faut compenser les inégalités accumulées qui se manifestent concrètement dans la vie. Lénine se prononce pour « *le développement de la langue et de la littérature des masses laborieuses des*

nations naguère opprimées. » Le dépassement des particularismes nationaux passe d'abord par la reconnaissance des droits nationaux, non point passivement, mais avec la contribution active du parti : « *La tâche du parti à l'égard des masses travailleuses des groupes nationaux est de les aider à utiliser pleinement le libre développement qui leur est assuré.* » (16)

Les juifs sont traités comme une nation parmi d'autres et un commissariat aux affaires juives est créé dans le gouvernement.

Confronté à la montée du nazisme et à la renaissance de l'antisémitisme en URSS, dans le cadre de la dégénérescence bureaucratique, Trotsky pour sa part reste d'une extrême prudence et ne se hasarde plus à pronostiquer l'extinction rapide de la question juive comme question nationale : « *J'ignore si la population juive sera reconstituée en tant que nation. En tout cas, il ne fait aucun doute que les conditions matérielles nécessaires à l'existence des juifs en tant que nation indépendante ne pourraient être offerts que par la révolution prolétarienne. L'idée qu'une nation peut prétendre plus qu'une autre au droit à un pays nous est complètement étrangère.* » (17).

La même année, il reconnaît aux juifs, et non aux seuls juifs d'URSS, les mêmes droits nationaux qu'à toute autre nationalité : « *Un gouvernement des travailleurs est lié par l'obligation d'assurer aux juifs comme à toute autre nation, les meilleures conditions pour leur propre développement culturel ; ce qui implique, entre autre, d'offrir aux juifs qui le désirent leurs propres écoles, leur propre presse, leur propre théâtre, et leur propre territoire avec leur administration autonome pour leur développement... Si tel ou tel groupe national est condamné à dépérir (d'un point de vue national), alors que ce soit la réalisation d'un processus naturel, mais jamais la conséquence de quelconques difficultés d'ordre territo-*

rial, économique ou administratif. » (18).

Enfin, plus tard encore, il admet que le cours de l'histoire a renversé, contrairement à toute attente, la perspective d'un dépérissement rapide de la question nationale juive : « *Pendant ma jeunesse, j'inclinai plutôt à penser que les juifs seraient assimilés dans leurs pays respectifs, et que la question juive devait donc disparaître de façon quasi automatique. Le développement historique du dernier quart de siècle n'a pas confirmé ce pronostic. On doit escompter que la nation juive se maintiendra pendant toute la période à venir...* » (19). Trotsky envisage même alors, dans le cadre du socialisme triomphant, la nécessité de planifier internationalement la topographie des nations, pour répondre à la nécessité réelle de territoire qui alimente le sionisme. En aucun cas il ne conçoit l'assimilation comme une solution immédiate, et encore moins comme une solution forcée.

En fait, la démarche de Lénine et Trotsky est claire et largement pragmatique : il s'agit de supprimer tout obstacle à l'unification du prolétariat, en levant la défiance des nationalités opprimées par une large reconnaissance de leurs droits nationaux. Ils ne partent donc pas d'une définition normative et restrictive de la nation, mais du problème concret posé par les revendications nationales.

Pour ceux qui ont été opprimés et privés de droits, l'assimilation et le dépérissement de la particularité nationale ne sauraient être la simple négation de leur existence. Ils commencent au contraire par la négation de la négation, autrement dit par l'affirmation de leur identité nationale. Ce qui pose inévitablement la question de l'attitude d'un parti révolutionnaire. Elle commence certes par la reconnaissance inaliénable du droit à l'autodétermination, mais elle implique au sein même de la nationalité opprimée la prise en charge de ses

BIBLIOGRAPHIE

- Abraham Léon : « *la Conception matérialiste de la question juive* (EDI)
N. Weinstock : *le Sionisme contre Israël.*
M. Rodinson : *Peuple juif ou problème juif* (Maspero)
Deutscher : *Essais sur le problème juif* (Payot)
De la résistance palestinienne à la révolution socialiste (Cahier Rouge n° 15, épuisé).
La révolution arabe (Cahier Rouge nouvelle série n° 3)
N. Weinstock : *Le mouvement révolutionnaire arabe* (Maspero).
Selim Accaoui et Magida Salman : *Pour comprendre le Liban* (Ed. Savelli 1976)
G. Taut et M. Warshawsky : *Origines et dynamique du sionisme* (Quatrième Internationale, n° 7 et 8, 1982)
et les articles d'Inprecor...

manifestations nationales et non leur abandon aux courants nationalistes bourgeois.

L'alternative au sionisme ne sera efficace que si elle est posée simultanément par des juifs au sein des communautés juives (20).

La forme constitutionnelle de la Palestine future ne peut être prédite

L'Etat d'Israël n'est pas un Etat comme un autre, mais un Etat à structure coloniale, fondé d'emblée sur les campagnes pour le « travail juif », sur les kibboutz qui refoulent le fellah, sur l'apartheid économique et sur un syndicalisme réservé aux juifs (au moins de 1920 à 1967) (21). Ce n'est pas par hasard que cet Etat a été proclamé à sa fondation « Etat juif dans le pays d'Israël », et qu'il garde un caractère confessionnel ; pas par hasard, si la discrimination raciale est codifiée par la loi du retour de 1950 et la loi de nationalité de 1952. Cet Etat est l'aboutissement logique du projet sioniste de Moïse Hess qui, dès l'origine du sionisme, concevait le retour des juifs en Palestine dans les fourgons des expéditions colonialistes françaises. Il naît de l'expropriation du peuple palestinien et au prix de la formation d'une nouvelle « nation sans territoire » : les palestiniens. Ce n'est pas le moindre paradoxe.

La nationalité hébraïque en Palestine est aujourd'hui en situation d'oppresseur, aux dépens des palestiniens. Le nationalisme de l'opprimé et de l'opprimeur ne peuvent être mis sur un même plan, pas plus que la violence des uns et des autres. Le terrorisme sioniste est un terrorisme d'Etat, qui dispose d'une armée régulière, d'une police, des services secrets d'un Etat bourgeois soutenu par l'impérialisme.

Face à cette oppression, nous soutenons inconditionnellement les droits nationaux des palestiniens. Et il est tout à notre honneur de pouvoir citer le document programmatique des trotskystes palestiniens qui affirmaient, dès 1939, « leur entière solidarité avec le mouvement nationaliste arabe et leur soutien inconditionnel aux revendications immédiates des arabes : a) arrêt de l'immigration juive ; b) interdiction de nouveaux achats de terres

par les juifs ; c) gouvernement national arabe. » (22).

Précisément parce que nous considérons l'Etat sioniste par essence comme un Etat colonial, la destruction de ses structures coloniales a une dynamique transitoire. Ce que Weinstock appelait la désionisation : « Les révolutionnaires israéliens entendent par là la destruction des structures socio-économiques et politiques oppressives et coloniales d'Israël... Mais la désionisation ne risque-t-elle pas d'être un paravent masquant le maintien du statu quo sous un emballage juridique nouveau ? Non. Elle présuppose la destruction radicale des structures politico-sociales existantes, à défaut de laquelle elle ne saurait se réaliser. Pourtant, diront certains, désioniser Israël c'est finalement œuvrer en faveur de l'existence d'un Etat israélien, ce qui est contraire aux objectifs des Palestiniens qui veulent précisément l'abolition de cette entité à base mono-ethnique et coloniale instituée sur leur territoire. En vérité on ne saurait prédire quelle sera la forme constitutionnelle précise de la Palestine future sous peine de prophétiser dans le vide, ou pire encore, de se substituer aux premiers intéressés. On ne peut qu'énoncer des principes : droit au retour des réfugiés, autodétermination des Palestiniens, libre exercice par les israéliens de leurs droits nationaux. Un tel programme peut se concevoir dans un cadre unitaire palestinien, comme dans une structure fédérale ou confédérale ou même dans un ensemble arabe. L'essentiel est de comprendre qu'il n'est pas possible d'escamoter par des subtilités verbales le problème national israélien. Laissons aux impuissants le plaisir de se gargariser en des formules creuses du type : "soi-disant Etat israélien", "prétendue nation israélienne", "colonie sioniste en Palestine occupée"... qui reflètent leur indigence idéologique ; ils croient résoudre la difficulté en la niant. La destruction des structures sionistes d'Israël — qui requiert nécessairement la participation des révolutionnaires israéliens eux-mêmes — laisse donc la place libre à de nombreuses formules institutionnelles. Ce qui est capital c'est la nécessité pour la communauté israélienne de s'intégrer d'une manière ou d'une autre au mouvement révolutionnaire arabe. » (23).



Dans les nouvelles colonies juives des territoires occupés.

(11) Un pas en avant, deux pas en arrière.

(12) Tome 20, p. 18.

(13) Tome 8, p. 501.

(14) Tome 19, p. 542.

(15) Tome 20, p. 21.

(16) Résolution au dixième congrès du PCUS, mars 1921.

(17) Interview à Class Struggle, février 1934.
(18) Lettre à G.-J. Wright sur le Birobidjan, 1934.

(19) Interview à Der Weg, janvier 1937.

(20) Deutscher souligne le paradoxe tragique selon lequel les juifs se sont engagés dans la voie de construction d'un Etat nation « à une époque où l'Etat nation devient rapidement un anachronisme et un archaïsme ». Combattre cette solution n'implique pas de nier toute réalité à la question nationale juive. Et quand nous en parlerons, à quoi bon le faire d'un air détaché, en considérant sa propre origine comme une affaire privée ou un secret de famille, alors que tous nos interlocuteurs se chargent de nous rappeler cette particularité et de la prendre en compte.

(21) Dans un article de « Rouge », nous avons employé à tort l'expression « Etat comme un autre » à propos de l'Etat d'Israël. Dans le contexte elle n'aurait pas dû prêter à confusion, puisqu'elle prenait un sens polémique exclusivement contre les illusions du sionisme originel qui prétendait fonder un Etat communautaire et qui a fondé un Etat de classe, un « Etat goy ».

(22) Cité par Weinstock.

(23) Weinstock : Sionisme, antisionisme, désionisation, dans « Quatrième Internationale » n° 46, octobre 1970.

Les revenus et la fortune en France

MICHEL DUPONT

Vouloir transformer la société suppose un effort de connaissance des réalités qui façonnent et conditionnent l'existence quotidienne des individus et des groupes sociaux. Cet article vise à rassembler les données fondamentales sur les deux éléments qui sont au cœur de la détermination de la vie matérielle de chacun : le revenu et la fortune.

Il s'agit ici non pas d'examiner où et comment se crée la richesse sociale, selon quels critères s'orientent les forces productives dans le capitalisme français ; mais, plus simplement, de regarder à qui vont les richesses créées par le travail productif en France, par quels canaux elles parviennent à leurs destinataires, et comment ceux-ci les accumulent pour constituer leur fortune personnelle.

Les données ici présentées montrent comment s'est partagé le « gâteau » créé en France en 1980, dans les conditions de stagnation économique et de chômage imposées par la crise économique. La tâche essentielle, du point de vue marxiste révolutionnaire, n'est pas de redistribuer autrement cette richesse pour obtenir une plus grande « justice sociale ». Nous éprouvons d'ailleurs aujourd'hui toute la dangereuse ambiguïté de ce terme, puisque c'est en son nom que le gouvernement Mauroy-Fitterman en appelle aux sacrifices, en promet-

LA plupart des économistes, de droite mais aussi de gauche, expliquent que l'époque des « 200 familles » relève d'un lointain passé, et qu'il ne servirait à rien de prendre dans la poche des « riches » pour remplir l'escarcelle des « pauvres » ; car les « riches » ne sont ni assez nombreux ni assez riches pour que, même en leur prenant tout, on puisse améliorer réellement la situation de la masse des « pauvres ».

Nous verrons plus loin quelle part de vérité contient cette affirmation. Mais il faut d'abord poser une question préliminaire : que savons-nous de manière certaine sur les revenus et la fortune des Français ?

Y-a-t-il un trésor caché de la bourgeoisie ?

La principale source d'informations, c'est l'administration fiscale. Mais chacun sait que les non-salariés fraudent considérablement le fisc en ne déclarant qu'une partie de leurs revenus. Les entreprises, elles,

tant qu'ils seront « équitablement répartis ». Le défi auquel doit répondre une politique véritablement socialiste est bien plutôt de faire sauter les entraves nationales et internationales qu'impose le capitalisme en crise au développement des forces productives et à la satisfaction des besoins sociaux.

Cependant, la perspective d'une redistribution massive des richesses créées et accumulées ne peut pas être séparée de l'ensemble des mesures de rupture avec la logique du profit, voie dans laquelle s'engagerait un véritable gouvernement des travailleurs. La réduction générale du temps de travail à 35 heures, la hausse des bas salaires, la réorientation de l'industrie en fonction des besoins, le contrôle et le monopole du commerce extérieur, tout cela nécessitera de dégager rapidement de nouvelles ressources avant qu'une mobilisation sans précédent des énergies productives n'aie eu le temps de donner ses premiers fruits.

Aussi faut-il, si l'on veut préparer l'alternative socialiste à la politique actuelle de gestion de la crise capitaliste, savoir comment sont aujourd'hui distribuées les richesses et où existent des réserves qu'on pourrait mobiliser pour une politique radicalement nouvelle. Les enquêtes de l'INSEE, qui ont servi de base à ce travail, démontrent que ces réserves existent.

déclarent tous les ans combien elles ont distribué à chaque salarié, et ceux-ci ne peuvent donc quasiment pas frauder.

C'est pourquoi l'administration — principalement l'INSEE — a développé une quantité d'outils d'analyses et de mesure, enquêtes, sondages, pour obtenir des chiffres précis : combien produit chaque secteur économique ? Combien consomme chaque catégorie de ménages ? etc. Puis, par recoupements successifs, l'INSEE établit des « comptes nationaux » qui décrivent de façon synthétique le fonctionnement chiffré de l'économie française. A partir de ces comptes on peut déduire à peu près combien ont gagné les agriculteurs, les ouvriers, les cadres ; comment ces revenus ont été distribués (sous forme de salaires, bénéfices, allocations familiales...). De graves imperfections subsistent, mais il y a là un outil qui dévoile quelque peu les réalités cachées sous l'apparente infinité des cas particuliers.

Pour les fortunes possédées par les particuliers, la connaissance statistique est nettement moins bonne : jusqu'à cette année, le fisc ne s'y intéressait qu'à l'occasion des héritages, pour faire payer les droits de succession, cas par cas. Le nouvel impôt sur les gros-

ses fortunes permettra sans doute de mieux les connaître. On dispose cependant d'estimations vraisemblables de la valeur totale des fortunes possédées par des particuliers, mais on ne sait pas bien comment elles se répartissent selon les catégories sociales. Une étude récente semble montrer qu'on sous-estime très probablement la concentration des fortunes entre les mains de quelques dizaines de milliers d'individus.

Alors, ce trésor caché ? Il faut distinguer revenus et fortunes :

— On sait assez bien de combien disposent les ménages de professions libérales (par exemple), pris dans leur ensemble. Par contre, le fisc sait encore très mal combien gagne chaque avocat, chaque dentiste, chaque notaire...

— On connaît encore moins bien la fortune détenue par chaque catégorie sociale. La connaissance avance peu à peu, mais le sacro-saint droit à la propriété privée aime à se défendre avec l'arme du secret.

Quels sont donc les revenus des Français ?

Les revenus distribués aux Français (1) chaque année le sont sous plusieurs formes. Salaires, bénéfices agricoles, industriels ou commerciaux, honoraires de professions libérales, revenus tirés de placements ou de propriétés, retraites, allocations familiales, prestations sociales diverses, constituent les différentes catégories de revenus qui contribuent à former le revenu dont dispose chaque ménage.

Ces distinctions qu'utilisent l'INSEE et les économistes officiels ne correspondent pas exactement aux concepts marxistes de salaire, de plus-value et de rente (les trois catégories de revenus qu'analysait Marx). Dans le cadre de cet article, on se limitera à présenter les chiffres officiels sans chercher à les traduire systématiquement en termes marxistes (2). Par exemple, les salaires des P-DG ou des cadres supérieurs sont du point de vue marxiste non pas des salaires, mais de la plus-value déguisée.

Voici de quoi étaient faits les 1918 milliards de francs qu'ont gagné les Français en 1980 :

- 972 milliards de salaires nets (c'est-à-dire cotisations sociales déduites). Dans cette somme, environ 130 milliards pour les seuls cadres supérieurs.
- 277 milliards de bénéfices des agriculteurs, commerçants, petits patrons et professions libérales.
- 129 milliards de dividendes et intérêts touchés sur les capitaux placés par des particuliers.
- 655 milliards de prestations sociales dont 232 pour la santé (maladie, accidents du travail...), 96 pour les prestations familiales, 46 pour le chômage, 281 pour les retraites.
- 41 milliards de loyers versés aux propriétaires d'im-

(1) « Français » au sens de résident en France, non pas forcément de citoyen de nationalité française.

(2) C. Baudelot a tenté de la faire dans son excellent livre « Qui travaille pour qui ? », petite collection Maspero.



Dessin de Konk paru dans son deuxième recueil, édité aux éditions ouvrières.

meubles d'habitation.

- 8 milliards de primes d'assurance.

A déduire de tout ce qui précède, 164 milliards d'impôts directs (principalement l'impôt sur le revenu).

On remarque évidemment la part croissante des revenus dits « sociaux », qui représentaient 15 % du revenu national en 1960 et 27 % en 1980. Phénomène particulièrement inquiétant pour le système capitaliste, car la bourgeoisie contrôle beaucoup moins directement l'augmentation des prestations sociales que celle des salaires directs. D'où les attaques passées, présentes et à venir contre la Sécurité sociale.

Le revenu total de chaque catégorie sociale en 1982

Quand on parle du revenu d'un ménage ouvrier — c'est-à-dire, selon la définition de l'INSEE, d'une famille dont le chef (le mari, bien sûr !) est ouvrier —, il s'agit non pas seulement du salaire reçu par le « chef de famille », mais de l'ensemble des revenus que touchent tous les membres du ménage, impôts déduits. Par mois, en 1982, les ménages disposent

grosso-modo des sommes suivantes pour vivre : (3)

- 7 500 F pour les ménages de retraités.
- 8 500 F pour les ménages de salariés agricoles (il s'agit d'une moyenne).
- 9 700 F pour les ménages d'ouvriers.
- 10 000 F pour les ménages d'employés.
- 10 000 F pour les ménages d'agriculteurs.
- 12 700 F pour les ménages de cadres moyens.
- 19 800 F pour les ménages de cadres supérieurs.
- 20 500 F pour les ménages d'artisans, commerçants, petits patrons et professions libérales.

Si on tient compte du nombre de personnes que contient le ménage (les familles d'ouvriers et d'agriculteurs sont les plus nombreuses, celles d'employés et de retraités les moins nombreuses), l'échelle des revenus disponibles va de 2 400 F par tête et par mois pour les ouvriers agricoles à 6 200 F pour les non-salariés.

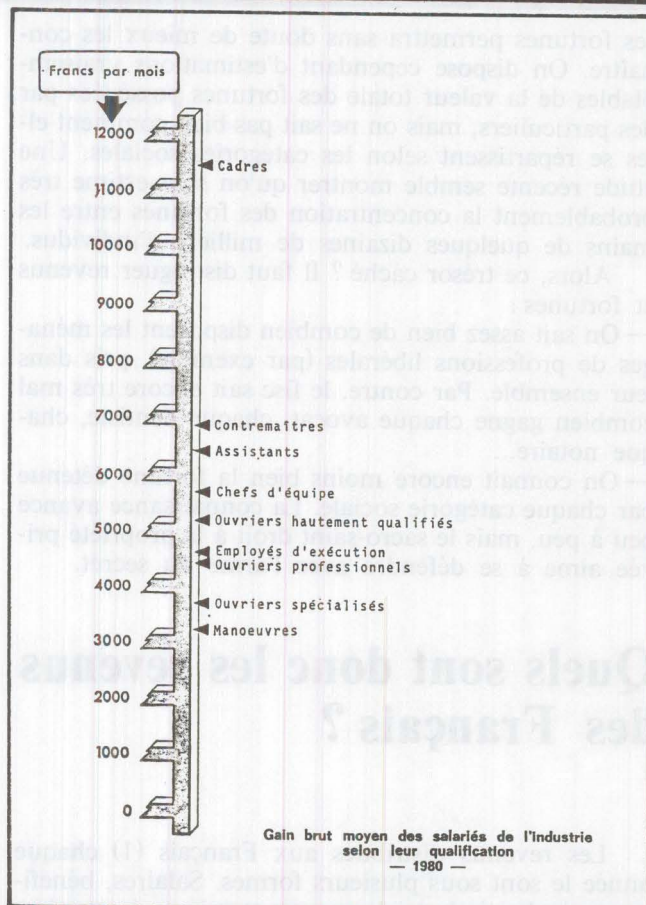
Ce ne sont là que des moyennes par catégorie sociale : en réalité, chez les agriculteurs comme chez les commerçants, une petite minorité de ménages gagne beaucoup plus que la moyenne et la majorité gagne nettement moins. Les inégalités sont moins fortes entre ouvriers ou entre employés.

On peut estimer qu'environ 15 % des ménages doivent vivre avec moins de 1 700 F par personne et par mois : ce sont surtout des ouvriers (agricoles ou non) et des petits paysans. Si l'on voulait redistribuer la masse des revenus de façon à ce que plus personne ne soit en dessous de ce seuil de 1 500 F par tête, il faudrait prélever, sur toutes les personnes qui vivent avec plus de 7 500 F/mois, 20 % de la part de leur revenu qui dépasse cette limite.

De même, pour remonter les revenus des 20 % les plus pauvres (qui disposent de moins de 2 000 F par mois et par personne), afin que personne ne soit plus en dessous de 2 000 F, il suffirait de retirer 20 % sur les revenus par tête qui se trouvent au-dessus de 6 000 F par mois (c'est-à-dire parmi les non-salariés.)

Les salaires en 1980

Revenons deux ans en arrière et regardons l'échelle des salaires. Cette fois, il s'agit bien des seuls salai-



res bruts tels qu'ils apparaissent sur les fiches de paye mensuelle. Le tableau ci-contre figure cette échelle pour les salariés de l'industrie.

Les « assistants » regroupent les dessinateurs, techniciens, informaticiens... et se situent un peu au-dessus des ouvriers les plus qualifiés. Rien à voir cependant avec les cadres supérieurs, isolés tout en haut de la hiérarchie : leur « salaire » apparaît bien exagéré par rapport à leur rôle productif. Il s'agit moins d'un salaire que de profits déguisés que leur distribuent les capitalistes (ou qu'ils se distribuent à eux-mêmes) en remerciement des services rendus dans l'exploitation des travailleurs.

Si l'on regarde le pouvoir d'achat des salaires, depuis 1970, il a augmenté de 30 % : un peu plus pour les ouvriers et employés, nettement moins pour les cadres. La hiérarchie des salaires (rapport cadres supérieurs/ouvriers) et passée de 3,5 en 1950 à 4,7 en 1965, puis est revenue à son niveau de départ en 1980 (3,6). Cette réduction toute relative des inégalités salariales a commencé en 1968, et ce n'est certainement pas par hasard.

Les bénéfices des non-salariés

La catégorie des non-salariés est un vaste bazar qui regroupe la petite bourgeoisie traditionnelle (artisans, commerçants, artistes, professions libérales, agriculteurs), et une partie de la bourgeoisie (petits pa-

(3) Actualisation approximative des chiffres publiés par le CERC (centre d'étude des revenus et des coûts) en 1979 et 1981.

trons). Les statistiques séparent ce qui est agricole de ce qui ne l'est pas, mais ne vont pas au-delà. Tout ce qu'on peut dire de façon certaine est que :

— Le bénéfice moyen d'un agriculteur était de 33 000 F pour 1980, et avait baissé de 5 % (en pouvoir d'achat) depuis 1970. Rappelons que la moyenne ne veut pas dire grand chose en agriculture tant les inégalités sont énormes entre le petit éleveur du centre ou de l'ouest et le gros betteravier ou céréalier de la Beauce.

— Le bénéfice réel moyen des non-agriculteurs était de 110 000 F pour 1980 (pouvoir d'achat : + 17 % depuis 1970). Là aussi les bénéfices réels varient beaucoup d'une profession à l'autre. Le CERC s'est livré à des estimations : chez les commerçants, les pharmaciens arrivent en tête (235 000 F environ par officine en 1980), suivis par les boulangers (230 000 F), les grossistes de l'alimentation, les cafetiers. Pour les professions libérales, les notaires devancent tous les autres (mais leur chiffre est inconnu). Les médecins spécialistes (220 000 F) et généralistes (190 000 F/an) sont battus par les avocats (230 000 F) et les vétérinaires (225 000 F). Ces chiffres sont des grandeurs approximatives qu'on peut déduire des résultats publiés par le CERC. Divers recoupements laissent penser qu'ils sont probablement au-dessous de la vérité.

Les revenus de la propriété

Plus du tiers du patrimoine (ou fortune) des Français est constitué de placements qui rapportent de l'argent frais tous les ans : immeubles de location, livret

de caisse d'Épargne, actions, obligations... ont rapporté 170 milliards en 1980. Ces revenus sont pratiquement nuls pour les ménages d'ouvriers et d'employés : respectivement 2 000 F et 3 500 F en moyenne pour 1980. Ils représentent au contraire des sommes considérables pour les industriels et gros commerçants (56 000 F en 1980), les professions libérales (61 000 F) (4).

Ceci vient évidemment de l'énorme concentration des fortunes et particulièrement des « patrimoines de rapport ». Voyons ce qu'il en est.

Où est la fortune des français ?

Les Français possédaient en 1980 un patrimoine total de 8 600 milliards de francs, soit plus de quatre fois le revenu touché la même année. 40 % de ce patrimoine est d'usage domestique : résidences principales, meubles, automobiles... 17,5 % est d'usage professionnel : terres agricoles, équipements des entreprises individuelles (agriculteurs, artisans, commerçants...). Enfin, le patrimoine de rapport représente 36 % du total (en particulier 8 % de logements loués, 8 % d'épargne bancaire, 7 % d'actions et obligations, 5 % de livrets de caisse d'épargne).

La fortune des ouvriers est de 150 000 F (quinze millions de centimes) par foyers, en moyenne pour 1980 (elle est de 180 000 F pour les employés). Il s'agit à 70 % de biens à usage domestique, et seulement à 20 % de placements qui « rapportent » (les guillemets signifient qu'en vérité ces placements sont des leurres puisqu'il s'agit essentiellement de livrets de caisse d'Épargne où l'argent fond comme neige au so-

(4) Des résultats récents produits par le CERC indiquent que les écarts réels sont encore plus importants.

Prestations sociales et dépenses collectives qui dépense quoi ?

Les imperfections des statistiques officielles n'ont pas toujours des causes purement techniques. Quand on regarde de quoi se compose le « revenu disponible » des catégories sociales, on s'aperçoit par exemple qu'il contient les prestations de santé (les remboursements de consultations chez le médecin, de médicament, de frais d'hôpital) ; mais que les dépenses d'éducation n'en font curieusement pas partie. Autrement dit, plus les ouvriers vont à l'hôpital, plus ils y restent longtemps, et plus ils sont riches ! Car les frais occasionnés par leurs séjours hospitaliers sont comptés comme un revenu pour eux.

Par contre, le fait que l'État paye toutes les dépenses d'enseignement scolaire et universitaire, qui profitent de plus en plus aux enfants de cadres et de professions libérales, cela ne compte pas : les dépenses d'éducation sont considérées comme « collectives », et l'INSEE ne cherche pas à savoir comment les différentes catégories sociales en bénéficient.

Les frais d'entretien de la force de travail existante, c'est-à-dire une grande partie des dépenses de santé, sont évidemment surtout destinées à la classe la plus exposée à l'usure et à l'accident, de par ses conditions de travail : la classe ouvrière. Une part essentielle de la « réduction des inégalités de revenu » que montrent les statistiques

vient du fait que ces réparations coûtent de plus en plus cher avec les progrès de la médecine et le remboursement presque total des dépenses d'hôpital. Jacques Attali a de ce point de vue raison lorsqu'il explique que le développement et l'application intégrale du savoir-faire médical deviennent de plus en plus contradictoires avec le fonctionnement normal du capitalisme, du fait de l'accroissement du coût d'entretien de la population (surtout des vieux) qu'il entraîne.

Qui dépense quoi pour se soigner ? Les ouvriers vont beaucoup à l'hôpital, généralement pour des maladies graves soignées trop tard. C'est pourquoi ils coûtent plus cher à la Sécurité sociale que les cadres, par exemple, qui vont très peu à l'hôpital car ils consultent souvent leur médecin, de préférence un spécialiste. La prévention coûte beaucoup moins que la réparation. Mais faute de temps et aussi d'argent (car les consultations ne sont remboursées qu'à 70 % alors que l'hôpital ne coûte pas un centime), beaucoup de travailleurs repoussent le plus longtemps possible le recours au médecin. Ce ne sont pas les diminutions de remboursement que prépare le ministre Bérégovoy qui vont améliorer cette situation et rapprocher d'une véritable égalité devant la maladie.

leil : les intérêts perçus sont très inférieurs à la perte du pouvoir d'achat de l'argent placé à cause de la hausse des prix).

Les cadres moyens détiennent 360 000 F par foyer, avec une part plus importante qui rapporte des intérêts réguliers. Les cadres supérieurs possèdent 850 000 F par foyer, divisés également entre usage domestique (maisons, voitures) et usage de rapport (immeubles, actions).

Les artisans et petits commerçants ont 880 000 F par foyer, surtout à usage professionnel (locaux, fonds de commerce).

Les industriels et gros commerçants possèdent en moyenne une fortune de 2 200 000 F. Plus de quinze fois ce qu'a un ménage ouvrier ! Majoritairement, des immeubles de rapport et des comptes en banque ré-

munérés, avec aussi des actions et des obligations.

Enfin, les plus fortunés sont les professions libérales, avec 2 350 000 F par foyer (235 millions de centimes).

La concentration des fortunes dépasse donc largement celle des revenus, et continue à s'aggraver. L'argent attire l'argent : on sait bien que les gros actionnaires, par exemple, bénéficient des meilleures informations sur l'état du marché boursier et les bons « coups » qui vont se présenter. Le petit épargnant qui possède une dizaine d'actions choisies au hasard a toutes les chances de ne pas gagner un centime.

La réduction des inégalités de fortune pourrait passer par deux moyens : l'impôt sur les successions (qui taxe la fortune au moment de sa transmission aux héritiers) et l'impôt sur les grosses fortunes. On sait que ce nouvel impôt créé par Mitterrand ne rapportera pas grand chose, car son taux est dérisoire et les exonérations nombreuses. Mais on connaît moins bien l'impôt sur les successions et donations : en 1977, alors que 95 milliards ont changé de main, l'Etat n'a prélevé au passage que 3,7 milliards. Moins de 4 % ! Un impôt un peu plus sérieux contribuerait certainement à boucher les fameux « trous » des budgets de l'Etat. Mais s'attaquer aux possesseurs de grosses fortunes suppose une volonté politique qui n'anime guère le gouvernement actuel. Il suffit pour s'en convaincre de comparer ce que va rapporter l'impôt sur la fortune, deux ou trois milliards de francs par an, aux 8 600 milliards détenus par les particuliers !

Le hit-parade des fraudeurs

La fraude fiscale atteint, selon des estimations officielles mais non publiées, la somme coquette de 100 milliards de francs pour les seules entreprises individuelles non-agricoles, c'est-à-dire les artisans, commerçants et petits patrons !

Il s'agit souvent d'une simple « évasion », c'est-à-dire d'une fraude parfaitement légale : le fisc lui-même sous-estime les revenus des contribuables non-salariés qui paient un forfait. Bien souvent aussi les commerçants vendent sans facture, les professions libérales se font payer en liquide de la main à la main. D'innombrables combines existent.

Chez les professions libérales, les plus malins sont les avocats, les vétérinaires et... les conseillers fiscaux. Dans les professions industrielles et commerciales, on remarque particulièrement les boulangers, les peintres en bâtiment, les café-tabac...

L'évasion fiscale des agriculteurs leur permet d'économiser à peu près 5 milliards de F. d'impôt sur le revenu, soit nettement plus que ce qu'ils paient actuellement.

Les salariés, eux, disposent de beaucoup moins de facilités pour dissimuler leurs revenus. Seul le travail noir, avec ses dangers (absence de couverture sociale) permet d'échapper au fisc. Globalement, le conseil des impôts évalue à 4 % la part des revenus ouvriers qui échappent à la connaissance du fisc, et à 7 % pour les cadres supérieurs.

Selon ce même conseil des impôts, en 1977, la part

des bénéfices dissimulés s'élevait à 15 % du profit brut pour les sociétés et à 109 % pour les entreprises individuelles ! En moyenne, les entreprises industrielles et commerciales dissimulaient 46 % de leurs profits. Ces estimations, de l'avis même des experts, ne constituent que des minimums, probablement dépassées par la réalité.

Même chose pour la TVA. Apparemment, tous les consommateurs y sont assujettis. En fait, certains (commerçants, patrons) ont la possibilité de se servir sur les achats qu'ils font au nom de leur entreprise et donc de se faire rembourser la TVA par l'Etat (puisque les entreprises ne paient pas la TVA mais ne font que la collecter pour le service de l'Etat). Mieux encore : on fait payer la TVA au client sur un produit qu'on lui vend, puis on « oublie » de déclarer cette vente au fisc. L'INSEE a procédé à des estimations du coût de ces petits jeux : 23 milliards de francs seraient ainsi retenus dans la poche des entrepreneurs individuels, pour l'année 1980. Mais l'INSEE se garde de publier avec tapage ces estimations, pour éviter de faire des vagues.

Origine des chiffres cités (et actualisés par nous à 1980 : Rapport du conseil des impôts (p. 119). Les comptes des entreprises par secteurs d'activité. Collections INSEE C-78 p. 56 et 57. Les revenus des français, 3^e rapport du CERC, p. 160-162.

BOULEVERSEMENTS DE LA PAYSANNERIE FRANÇAISE DEPUIS 1945

JEAN BOYER

Depuis le 10 mai, la FNSEA manifeste une volonté d'escalade contre le gouvernement. Parfois, les initiatives de ses organisations départementales ont pris clairement la forme d'agressions contre le mouvement ouvrier et ses organisations. Il y a là un obstacle que les organisations ouvrières et les mouvements paysans qui leur sont liés doivent comprendre et combattre. En effet dans les affrontements à venir, la paysannerie pèsera plus que les 8 à 9 % de la population active qu'elle représente. On a vu le poids que pouvait avoir la FNSEA lors de la grande manifestation qu'elle organisait à Paris en mars dernier : ce fut la plus importante mobilisation à l'initiative de la bourgeoisie depuis le 10 mai et jusqu'au rassemblement de Pantin pour l'école libre. La droite cherche à souder derrière elle l'essentiel de la

paysannerie pour reconstituer une force électorale et éventuellement une force militante pour les combats qui s'annoncent.

L'enjeu économique est également d'importance. Tout comme les USA, bien que dans de moindres proportions, l'agriculture française reste exportatrice (elle constitue même un des principaux postes d'exportation).

Depuis quarante ans, la bourgeoisie française a profondément transformé son outil agricole. C'est à l'étude de cette transformation, encore inachevée, que s'attache le présent article. « Critique communiste » traitera prochainement de la politique agricole du gouvernement Mauroy et des questions posées par une politique d'alliance classe ouvrière-paysannerie dans les conditions d'aujourd'hui.

les lois de la concurrence ont prolétarisés (et de l'immigration qui correspond au même processus dans les pays coloniaux).

La décomposition de la paysannerie

Mais évidemment le rythme de cette décomposition est très variable selon les périodes. Ultra-rapide en Angleterre ou en Hollande au début du XIX^e siècle (en 1880 les actifs agricoles ne représentaient déjà que 10 % de la population active dans ces pays), il fallut attendre 1945 pour le voir s'accélérer au Japon (qui passe de 50 % d'agricoles en 1945 à 20 % en 1960). Ce n'est que dans les années 1960 que l'accélération se produit en Espagne (de 55 % d'agriculteurs en 1950 à 25 % en 1970). Pour la France, une première période d'élimination massive se situe entre 1830

LA tendance de fond qui domine l'évolution de l'agriculture depuis la naissance du capitalisme, c'est la décomposition de la paysannerie. Le capital dissous et désagrège toutes les formes de production antérieures, la petite industrie familiale, l'artisanat, le commerce indépendant, les rapports pré-capitalistes des pays coloniaux, et la petite paysannerie. Il tend à instaurer à leur place des rapports de production capitalistes, basés sur le salariat, l'exploitation et l'accumulation du capital. C'est d'ailleurs ainsi que, pour Marx, le capitalisme crée ses propres fossoyeurs : une armée de prolétaires de plus en plus massive, organisée, concentrée. On sait qu'en France le poids des ouvriers, OS et OP, s'accroît en permanence, de manière relative et absolue, et que parmi eux ce sont les plus déqualifiés, les OS, qui augmentent le plus. L'essentiel de ce développement numérique provient de la décomposition d'anciens paysans, artisans ou petits commerçants, que

et 1870, ère de la révolution industrielle, c'est-à-dire du triomphe du capitalisme. Puis vint une longue période d'accalmie entre 1880 et 1945, ce qui a d'ailleurs donné lieu à de nombreuses polémiques, y compris parmi les marxistes sur les raisons de cette pause.

La raison de fond tient à la stratégie globale d'accumulation du capital en France : à partir de la fin du XIX^e siècle, avec le passage au stade impérialiste, le capital français s'est surtout accumulé à l'étranger (les fonds russes, les grands travaux, canaux, chemins de fer, etc. Le taux d'accumulation de 1880 à 1914 des avoirs français à l'étranger croissait de 3 % l'an, contre 2 % seulement pour les avoirs placés dans l'hexagone) : d'où un « archaïsme » de l'appareil productif hexagonal, souligné par les historiens de l'économie. C'est pendant cette phase de relatif statu quo intérieur et de croissance impérialiste, que la décomposition de la paysannerie s'est fortement ralentie.

A cette cause fondamentale, d'ordre économique, s'ajoutent des raisons politiques : l'équilibre que la bourgeoisie française a choisi de maintenir depuis plus d'un siècle, depuis l'écrasement de la Commune de Paris en 1871. Après cette première tentative de révolution prolétarienne, la classe dominante mit en place un système nouveau de domination politique combinant la république « démocratique » (la III^e République) avec des concessions sérieuses à la paysannerie. Des éléments de ce dispositif ont duré jusqu'à nos jours. Ainsi la faible importance des ruraux n'empêche pas qu'ils gardent un rôle politique (au sens parlementaire, électif) important. Par le jeu des découpages électoraux leurs voix peuvent valoir beaucoup plus que celles des habitants des villes. De même ils disposent de municipalités beaucoup plus petites sur lesquelles ils ont une influence.

Le coup d'accélérateur après 1945

La prolétarianisation reprit à un rythme accéléré après 1945. Par exemple entre 1955 et 1975, dans l'espace relativement court de vingt années, les 3/5^e des actifs agricoles ont disparu : ils étaient, en chiffres ronds, cinq millions en 1955 (dont 1,1 millions de salariés), et il n'en res-

te plus que deux millions en 1975 (dont 300 000 salariés, qui constituent donc la catégorie qui a été le plus vite éliminée). C'est probablement là un des bouleversements majeurs de la société française, dont les conséquences induites n'ont pas encore été toutes mesurées (depuis l'explosion poujadiste des années 1950 jusqu'au développement de la CFDT, dont l'origine confessionnelle constitue un label attrayant pour ces nouveaux prolétaires, en passant par le développement d'usines à la campagne, parfois immenses comme Peugeot à Sochaux ou Renault dans la Basse-Seine, qui captent ces paysans déracinés).

Pourquoi ce changement de cap à partir de la libération ? L'empire colonial français fondant comme peau de chagrin, l'impérialisme US devenant dominant à partir de 1914, il a fallu passer à une stratégie « intraver-tie » d'accumulation du capital, basée sur une modernisation accélérée de l'appareil productif national. Du Plan Monnet à la création de la CEE puis à l'action de De Gaulle, c'est tout le sens de la politique économique de la bourgeoisie des années 1950 et 1960. Cela a conduit à une élimination rapide des « canards boiteux » industriels qui sommeillaient tranquillement depuis le XIX^e siècle, à une élimination brutale du petit commerce et de l'artisanat au profit du grand commerce concentré et de l'industrie plus efficients, et au départ de la terre des trois quart environ des agriculteurs.

Cette course au progrès, cette « révolution silencieuse » de la motorisation rurale, a remodelé entièrement le monde rural. D'abord parce que de nouvelles branches industrielles ont pris la succession de production agricoles : en commençant par l'industrie du machinisme agricole, des tracteurs et du matériel de culture qui ont entraîné la disparition totale et rapide des chevaux de trait et des outils fabriqués par les artisans ruraux. En continuant par la chimie agricole (engrais et produits de traitement en remplacement du fumier, des binages manuels, etc.), les aliments du bétail (à la place des fourrages auto-produits à la ferme), etc. C'est ce que l'on appelle le phénomène des substitutions de production : un produit qui jusque-là était de fabrication artisanale disparaît, victime de la concurrence portée par un produit de substitution fabriqué par la grande industrie capitaliste. Les dizaines de milliers d'emplois salariés qui ont été créés en quelques dizaines d'années dans le machinisme, la chimie agricole ou les industries agro-



alimentaires relèvent de cette logique d'extention des rapports de production capitalistes, et de régression des formes pré-capitalistes (disparition de 3 millions d'agriculteurs, de dizaines de milliers d'artisans ruraux dans la même période).

Une évolution en profondeur des rapports de production

Ensuite la « révolution agricole » a transformé la situation de ceux des producteurs agricoles qui n'étaient pas encore prolétariés. A une agriculture encore très autarcique, utilisant peu de moyens de productions achetés, s'est substituée une exploitation entièrement soumise au marché, où le matériel et les approvisionnements (capital mort) se sont substitués au travail vivant (l'agriculture, pour reprendre le langage des comptables, est devenue une « industrie lourde », qui emploie beaucoup de capital pour peu de travail). Il en est résulté une exploitation très endettée, puisqu'il fallait bien financer l'achat du matériel nouveau (d'où le développement d'un important secteur bancaire et financier).

La grosse majorité des agriculteurs ne sont ni des capitalistes ni des prolétaires, mais des petits bourgeois, au sens léniniste du terme. Il y a à cela des explications. Le facteur technique d'abord : l'agriculture est une activité liée à la nature, aux saisons, sujette à de multiples risques et calamités possibles, dans des conditions naturelles hétérogènes (sols, exploitations, précipitations...) et variables. Vu le nombre de facteurs difficiles à contrôler, le « savoir-faire » intéressé du producteur individuel peut seul pallier aux variations multiples et aux complications.

Dans ces conditions les industriels de l'agro-alimentaire ont cherché à intégrer les paysans à leur filière de production, de façon à baisser les prix de revient et à obtenir un produit parfaitement adapté à leurs besoins et rythmes. C'est ce que l'on appelle des contrats d'intégration, dans lesquels les agriculteurs se trouvent assimilés à des travailleurs à façon, à domicile, sous le contrôle des techniciens de la firme et dans un réseau de contraintes, en échange d'un revenu présenté comme moins aléatoire. Ce système a connu des avancées et des reculs ces

dix dernières années, mais il n'a pas eu le développement que l'on pouvait croire.

L'effort des industriels s'est maintenant déplacé vers des accords passés avec des groupes ou associations de paysans qui assurent eux-mêmes la police de la production par tout un ensemble de « groupements de producteurs », « labels de qualité », etc., le tout étant pensé par référence au système de coopération. Dans ce système de coopératives, créé au départ par des paysans pour assurer la commercialisation, le contrôle par le capital financier a permis de transformer progressivement les organismes en agents de transformation et de sélection. Ce sont les coopératives qui ont amené l'intensification et la rationalisation de la production laitière, tout en assumant les conflits, d'autant plus inévitables qu'il leur fallait pour cela éliminer les plus petits livreurs de lait. Le « modèle » laitier de relations entre le capital agro-alimentaire et les paysans a donné naissance à l'idéologie de la « filière », aujourd'hui employée par les grandes organisations agricoles et qui suppose que les paysans producteurs, les industriels transformateurs et les distributeurs capitalistes ont un intérêt partagé, face aux pouvoirs publics et aux consommateurs, c'est-à-dire la population laborieuse, les autres producteurs.

Cette évolution montre bien que tout en gardant la forme artisanale, familiale, l'agriculture a été profondément intégrée au capitalisme moderne.

Des situations diverses, mais une paupérisation croissante

Le secteur agricole est un de ceux où la productivité du travail s'est accrue le plus vite depuis 1945, avec son inévitable revers de la médaille : record absolu de la fréquence des accidents du travail (3 à 500 par an), record absolu de la durée de la journée de travail (des semaines de 70 heures ne sont pas exceptionnelles), usure physiologique précoce (espérance de vie à la naissance plus faible que pour les ouvriers), record des taux de suicide. La « course au progrès » entraîne son cortège de drames, de déracine-

ments culturels et sociaux, de pauvreté et de disparités. Il faut en finir avec le cliché du paysan que l'on croit riche parce qu'il conduit des machines agricoles valant des dizaines de milliers de francs, et dont on suppose qu'il les a payées avec sa lessiveuse pleine de billets.

Il existe certes des capitalistes agraires, mais très peu nombreux : 2 200 exploitations agricoles, sur 700 000 environ, emploient plus de 10 salariés ; quelques dizaines de milliers d'autres constituent ce qu'on peut appeler la paysannerie aisée, couche supérieure de la petite bourgeoisie, qui vit en bonne partie des subventions gouvernementales et de ses rentes foncières liées à des structures de production plus grandes que la moyenne.

Il existe par ailleurs des cas où l'agriculteur est devenu pour l'essentiel un employé à domicile. Il existe aussi de très grandes propriétés foncières ou subsistent des rapports sociaux paternalistes, hérités du système féodal (ce bon M. Giscard d'Estaing et ses métayers !) ; mais il s'agit plutôt de cas particuliers.

L'immense majorité, plus des 3/4 à coup sûr, des agriculteurs sont des exploitants familiaux. Soit qu'ils n'aient pas pu se moderniser à temps, et végètent alors en attendant la retraite dans des fermes restées archaïques. Soit qu'ils aient investi pour éviter la prolétarianisation, mais en devant alors accepter un taux d'endettement considérable, qui mange l'essentiel de leur revenu, et une dépendance vis-à-vis de l'agro-alimentaire qui aliène leur pseudo-liberté de travailleurs indépendants. Ces derniers, auxquels s'adresse souvent la CNST (Confédération nationale syndicale des travailleurs paysans, ex-paysans travailleurs), ont des conditions de vie, de revenu, de travail étonnamment proches de celles des prolétaires (à tel point qu'il y a quelques années Paysans-travailleurs parlait de prolétariat à domicile).

Depuis 1973-74 le revenu agricole baisse sans discontinuer. Dans cette situation, les agriculteurs petits et moyens cherchent à s'en tirer soit en ajoutant un atelier d'élevage de porcs ou poulets (d'où endettement), soit en travaillant à l'extérieur : un travailleur agricole sur quatre a un emploi extérieur, et pour 70 % d'entre eux il s'agit d'un emploi d'ouvrier, d'employé, ou de femme de service pour les agricultrices. Le quart des agriculteurs sont donc ouvriers-paysans !

Le tableau des conditions de vie de ces petits agriculteurs est sans appel : pour ce qui est de l'habitat par

exemple, en 1973, 55 % des paysans n'avaient ni douche ni baignoire (contre 32 % des ouvriers, 21 % des employés, moins de 10 % pour les autres catégories); 70 % vivaient sans WC intérieur, et encore 10 % sans eau courante. En Bretagne près de 10 % des fermes ont encore un sol en terre battue !

Le taux de célibat, qui est un des indices de la pauvreté, est le plus fort chez les agriculteurs et salariés agricoles : 33 % des salariés agricoles de 40 à 49 ans sont célibataires, 25 % des agriculteurs ayant le même âge et moins de 5 hectares, 19 % de ceux ayant une ferme de 5 à 10 ha, 12 % pour les 10 à 15 ha (taux identique à celui des OS et manoeuvres), 7,5 % pour les 20 à 50 ha (comme les OP) 4 % seulement pour les plus de 50 ha (comparable aux cadres supérieurs). La misère sexuelle, pour les plus démunis des paysans, s'ajoute donc à la misère tout court, à l'isolement culturel, à l'insalubrité des logements. Voilà qui permet de comprendre pourquoi le taux de suicide des agriculteurs est de 50 % supérieur à la moyenne nationale.

Pour la bourgeoisie : accélérer la décomposition

La politique agricole suivie depuis 1945, et surtout depuis l'arrivée de De Gaulle aux affaires, a eu pour effet de permettre et de favoriser la prolétarianisation des agriculteurs, pour améliorer la productivité du travail de ceux qui restaient, et obtenir des matières premières agricoles à bas prix.

Pour cela il fallait favoriser une petite fraction de la paysannerie, celle susceptible d'investir, en éliminant la fraction la plus routinière et la plus âgée, qui encombrait des terres mal exploitées. L'essentiel des subsides publics devaient être réservés aux agriculteurs jeunes et dynamiques, s'installant sur des superficies importantes.

Le pouvoir gaulliste rencontra, pour mener à bien cette politique un allié de taille dans le monde rural : le CNJA, branche jeune de la FNSEA, et qui, sous l'égide de jeunes loups de la JAC (Jeunesse agricole chrétienne) sut s'émanciper de ses aînés sur le thème « ôte toi de là que je m'y mette ». Le CNJA élaborait avec le minis-

tre de l'Agriculture de De Gaulle, Edgar Pisani (aujourd'hui au PS) les lois d'orientation agricoles de 1960 et 1962. Il se fit le chantre de l'Europe verte, supposée ouvrir de vastes marchés aux produits agricoles français. Il mobilisa, sur la thématique du progrès, du modernisme et de la technique, de vastes couches de paysans pour faire passer une politique qui aboutissait tous les ans à arracher 150 000 paysans de la terre : on donnait des indemnités (IVD) aux vieux qui libéraient des terres, on réservait les prêts d'installation pour les jeunes à ceux qui avaient une superficie de départ suffisante, le Crédit agricole ne prêtait qu'aux riches, il fallait entrer dans des groupements de producteurs et des circuits de commercialisation modernes pour bénéficier de prêts pour moderniser ses étables ou acheter du matériel.

Quant à l'Europe, elle était celle des céréaliers ou des industries agro-alimentaires, peut-être, mais elle mena à son niveau avec toute la vigueur possible cette même politique d'étranglement des petits et moyens paysans « condamnés » à se satisfaire d'une maigre aide sociale jusqu'au soir de leur vie.

Pompidou puis Giscard poursuivirent de plus belle cette politique : les prêts bonifiés du Crédit agricole pour l'achat de terre étaient réservés aux paysans déjà gros. La formule des « plans de développement » visait à réserver les subventions aux quelques dizaines de milliers d'exploitations qui pouvaient prétendre rejoindre le peloton de tête. L'organisation obligatoire de la production dans des formules coopératives et interprofessionnelles s'est accrue. Pour ceux qui ne pouvaient prétendre à ces aides « économiques », ils étaient les 2/3 ou les 3/4 du total, il ne restait que le « social » : IVD pour prendre une retraite de misère, maigres subsides chichement saupoudrés sur les zones de montagnes ou déshéritées, etc.

Le total de ces aides publiques à l'agriculture se gonflait démesurément d'année en année : si l'on ajoute ce qui transite par le budget de l'Etat, ce qui vient des mécanismes européens, les aides directes et indirectes, on obtient au total le montant de revenu net de l'agriculture : autrement dit le revenu net de l'agriculture serait nul sans les aides publiques !

Parmi les organisations agricoles, seul le MODEF (organisation professionnelle dont la direction est très proche du PCF) s'est opposé à cette politique agricole, au risque de se faire traiter de rétrograde. Il a fallu que

les paysans travailleurs fassent les frais de cette modernisation forcenée et sélective pour que, par une autocritique douloureuse du courant jacobin d'où ils sont issus, ils remettent en cause la course effrénée au productivisme. Mais le gros des troupes des organisations professionnelles a toujours cautionné cette politique.

Sicco Mansholt, dans un memorandum resté célèbre et incarnant la politique de la commission de Bruxelles, prédisait pour l'horizon des années 1990 la bagatelle de 350 à 400 000 exploitations en France, alors qu'il y en avait 1,2 millions quand il écrivait. Bien entendu cette politique pose des problèmes y compris du point de vue bourgeois. Un exode aussi massif d'exploitants chasse un nombre difficile à évaluer mais considérable d'autres personnes des zones rurales (ce que l'on appelle les emplois induits), sans compter les familles. Une désertification restreint les marchés industriels à la campagne, rend certaines parties du territoire irrécupérable à terme. La création d'une agriculture très mécanisée et concentrée peut avoir des conséquences désastreuses en coûts énergétiques. A terme elle peut aussi créer un groupe très structuré de producteurs agricoles capables de damer le pion à l'administration et d'imposer leurs prix, une couche nouvelle de la bourgeoisie en bref.

Enfin, et surtout, la conséquence immédiate est un accroissement massif du chômage par l'exode des exploitants, des familles et du reste de la population rurale.

Le concert des voix bourgeoises n'est donc pas unanime. D'autant plus que les discussions sur les ordres économiques internationaux, l'utilisation dans la stratégie politique de l'arme alimentaire, les spécialisations et les complémentarités intercontinentales dans le domaine agricole peuvent conduire à des variantes ou des bémoles. Mais dans la pratique, tel est bien l'horizon général qu'on nous prépare depuis un quart de siècle pour la paysannerie.

ANTILLES: décentralisation ou décolonisation ?

G. DEREY

I l n'est pas excessif d'affirmer que, suite aux initiatives décentralisatrices du gouvernement socialo-communiste français, le champ politique antillais se trouve plus que jamais dominé par la question dite du statut. Dans un premier temps nous examinerons ce que représente, dans la démarche gouvernementale, la décentralisation. En ayant soin d'en préciser les limites au regard de la décolonisation des Antilles. Dans un second temps, nous considérerons la position et les réactions des diffé-

rentes forces politiques antillaises, autres que nous, face au projet et au début de mise en œuvre de la décentralisation. Nous présenterons, enfin, les propositions du GRS (Groupe révolution socialiste, section antillaise de la IV^e Internationale) pour qu'à la faveur de la dynamique décentralisatrice l'action des masses débouche sur la décolonisation. Cet article fait suite à un premier, publié dans notre numéro de juillet, sur la montée des luttes aux Antilles après le 10 mai.

I L va sans dire que globalement on doit porter à l'actif du gouvernement français dans les DOM ses mesures en faveur de la liberté d'expression des courants anticolonialistes, entre autres : relaxation de la quinzaine de patriotes antillais et guyanais incarcérés pour délit d'opinion sous Giscard-Barre, dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, relative libéralisation des chaînes de radio et de télévision le plus souvent, il faut l'avouer, sous la pression des usagers et des organisations démocratiques. En d'autres termes, il a été mis fin à la politique d'agression et de répression contre les anticolonialistes perpétrée par l'ancien régime qui tentait, vaille que vaille, de placer sous l'éteignoir un mouvement national en pleine germination.

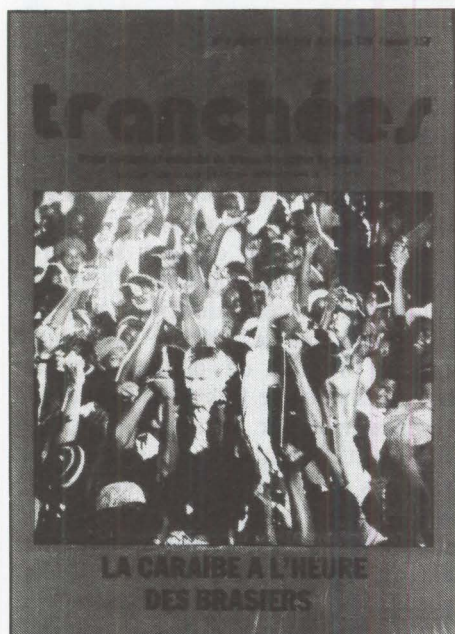
Quelle décentralisation pour les Antilles ?

Toutefois, concernant le devenir politique des Antilles sous domination française, c'est surtout sous l'éclairage de la décentralisation, considérée comme l'une des réformes maîtresses du septennat en cours,

qu'il importe, d'ores et déjà, d'examiner la ligne de conduite et de tester les intentions objectives des gouvernants en place.

Les réformes effectuées par les gouvernements antérieurs, de celle de 1955 instituant les programmes d'action régionale à celle de 1972 divisant le territoire français en Etablissements publics régionaux (1), partageaient en commun de traiter de la régionalisation en termes économiques évacuant les questions politiques liées à la centralisation du pouvoir d'Etat par la bourgeoisie ; dans ce cadre les transferts de compétences administratives n'allaient jamais au-delà de la déconcentration.

Or, beaucoup plus qu'à une simple déconcentration c'est à une authentique décentralisation, à savoir au transfert de prérogatives étatiques au bénéfice des membres élus au suffrage universel des collectivités locales, que s'engageaient, en 1972, les signataires du Programme commun de la gauche française (ch. III, 3^e partie). Significativement le cas des DOM est traité, à part, dans la 4^e partie consacrée à la « coopération internationale ». Il y est dit : « *Le gouvernement reconnaît le droit à l'auto-détermination des peuples des DOM et des TOM. Les nouveaux statuts seront discutés avec les représentants des populations*



« Tranchées », revue culturelle et politique du Groupe révolution socialiste, section antillaise de la IV^e Internationale.

(1) Suite au refus des conseils généraux de la Guadeloupe et de la Guyane de former la grande région Antilles-Guyane proposée par le gouvernement d'alors, les Antilles sont érigées en régions mono-départementales en 1973.

concernées et devront répondre aux aspirations de celles-ci. La Guadeloupe, (...), la Martinique, (...), seront érigées en collectivités nouvelles prévues par l'article 72 de la Constitution. » En clair, la perspective tracée était celle d'une décolonisation (réformiste et gradualiste). On se rappelle encore quel tollé souleva cette prise de position dans les rangs de la droite qui accusa la gauche de vouloir larguer les DOM malgré eux. Il s'agissait, en réalité, d'un soutien apporté aux forces autonomistes des DOM qui, peu de temps auparavant, soit en août 1971, s'étaient réunies en convention au Morne-Rouge (Martinique). La plateforme de cette convention demandait la transformation des DOM en Etats autonomes : assemblée délibérante élue au suffrage universel votant les lois du ressort de la collectivité autonome ; exécutif désigné par l'assemblée et responsable devant elle ; organe de coopération régissant les relations entre l'Etat autonome et l'Etat central. Les DOM étaient expressément définis comme des « entités nationales ».

Reculades et tergiversations du gouvernement français

L'application du programme commun et du programme autonome aurait inéluctablement brisé le moule unitaire de l'Etat français pour favoriser l'évolution vers une République française fédérale. Depuis, sous la pression de la droite et au motif de la volonté présomptive, exprimée électoralement, des populations antillaises de rester françaises à part entière, la gauche française a opéré une reculade spectaculaire. Surtout le PS qui a fait de la question des DOM, on s'en souvient, l'un des points d'affrontement avec le PCF pour justifier la rupture du programme commun en 1977. Désormais le PS entend traiter les DOM en collectivités territoriales comme les autres ; son objectif global tient en la formule « rapprocher, par la décentralisation, le pouvoir du citoyen ». Un tel projet marque l'abandon de la reconnaissance effective du droit à l'autodétermination des colonies françaises, le refus de la reconnaissance des droits nationaux des Antillais. Présentement en situation hégémonique dans l'alliance gouvernementale, le PS impose

forcément son projet de redéfinition des relations coloniales.

Cependant, les intentions du PS ne sont pas exemptes, loin s'en faut, d'hésitations. Il n'y a pas si longtemps encore, en décembre 1980, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale déposait une proposition de loi spécifique aux DOM visant à y promouvoir, par priorité, une décentralisation plus hardie qu'en France (un peu à la manière corse). Or, au lendemain du 10 mai, malgré les pressions accrues des forces autonomistes — ne reposant, il est vrai, sur aucune mobilisation unitaire des masses populaires — le gouvernement socialiste-communiste abandonne toute idée d'une loi particulière aux DOM. La loi Defferre de juillet 1981 énonce dans son article 1 : « *En ce qui concerne les DOM la présente loi s'applique jusqu'à la promulgation des lois adaptant ses dispositions à la spécificité de chacune des collectivités concernées.* » Où l'ambiguïté extrême le dispute au flou institutionnel. C'est dans ce cadre qu'il convient de resituer les déclarations dissonnantes, les propos contradictoires d'un Emmanuelli ou d'un Defferre évoquant la « spécificité » guadeloupéenne et martiniquaise pour mieux réaffirmer que ces pays resteront, de par la volonté de leur population, des départements à part entière de la République française. Alors que dans le point 58 de son programme électoral le candidat Mitterrand avait opté sans ambage pour l'instauration d'assemblées uniques élues au suffrage universel direct à la proportionnelle, conformément aux souhaits de ses alliés de la gauche antillaise, il a fallu attendre plus d'un an pour qu'enfin le gouvernement se prononce sur le principe. Plus d'un an durant laquelle les gages d'assurance ont été complaisamment multipliés à l'intention de la droite assimilationniste. Que conclut, en effet, le communiqué en date du 7 juillet 1982 par lequel le Conseil des ministres statue que les DOM seront dotés d'assemblées uniques pour adapter la décentralisation aux « *spécificités résultant de la situation géographique et de l'histoire* » sinon que « *ces dispositions qui préservent entièrement le statut départemental des départements d'Outre-mer, statut auquel le gouvernement est particulièrement attaché, garantiront une plus large participation des citoyens à la gestion de leurs affaires et la permanence de leur action dans le cadre de la nation française.* » Au-delà du principe, le degré de spécificité dont il sera tenu compte dans les faits dépendra principalement de l'évolution du rapport de force, sur le

terrain de la lutte politique, entre départementalistes partisans du statu quo institutionnel et antidépartementalistes (autonomistes et indépendantistes).

« Gauche classique » et autonomistes

Commençons par les forces qui, sur place, devraient servir de caisse de résonance aux projets gouvernementaux, je veux parler des fédérations locale du PS. Miraculeusement ressuscitées par l'électrochoc du 10 mai, qui va jusqu'à provoquer l'attraction de politiciens ayant quelque peu flirté avec le giscardisme, la Fédération socialiste de la Guadeloupe (FSG) et la Fédération socialiste de la Martinique (FSM) sont évidemment favorables à la décentralisation. Il s'est même dégagé en leur sein une majorité pour revendiquer l'application d'une décentralisation adaptée aux spécificités des DOM : assemblée unique, organes de développement, etc. Vu la relative faiblesse de leur représentativité sur la scène politique antillaise (2), leur tactique se borne à jouer des relations privilégiées avec le PS français et les instances gouvernementales. Leur projet stratégique, au-delà des adaptations institutionnelles préconisées, demeure foncièrement intégrationniste puisque l'objectif avoué est de sortir les Antilles de la crise du système assimilationniste mais en bloquant la dynamique séparatiste. Partant, FSG et FSM s'excluent du camp anticolonialiste qui regroupe autonomistes et indépendantistes.

Les autonomistes en sont venus à inscrire leur projet politique dans la perspective stratégique de la lutte de libération nationale, en partie pour contenir l'extrême-gauche indépendantiste. C'est une dynamique opposée qui sous-tend la décentralisation visant ni plus ni moins qu'à réaménager, moyennant assouplissement, le système de domination et de légitimation de l'Etat colonial français. Même réformiste la logique autonomiste est anticolonialiste alors que la décentralisation cherche, répétons-le, à circonscrire l'aspiration anticolonialiste dans le giron unitaire de la République française. Les divergences sont latentes entre les deux stratégies. D'ailleurs le soutien apporté par les autonomistes antillais au gouverne-

ment français se veut restrictivement tactique.

Le PCG, dans son hebdomadaire *l'Étincelle*, daté du 5 décembre 1981, prend soin de préciser : « *Le changement véritable pour lequel nous luttons c'est la liquidation du système colonial (...). Il s'agira pour les communistes guadeloupéens d'arrêter une ligne tactique efficace, conforme aux réalités politiques du moment pour aboutir à mieux, à ce qui est l'essentiel : la libération nationale et sociale du peuple guadeloupéen par l'accession à un statut d'autonomie démocratique et populaire, étape vers une indépendance à contenu socialiste. En ce qui concerne la décentralisation, chacun sait que ce n'est pas l'objectif que nous poursuivons (...). nous mènerons la bataille pour tirer le maximum des possibilités de responsabilités qu'elle peut déléguer aux représentants de la collectivité guadeloupéenne.* » Quoiqu'ayant contribué à l'installation du nouveau gouvernement le PCG entend garder, à son égard, sa liberté de critique. C'est ainsi que, déçu par le recul gouvernemental sur la question de la prorogation des mandats des conseils généraux des DOM, le député communiste E. Moutoussamy s'exclame à l'Assemblée nationale : « *Je suis tenté de croire que j'ai trompé des milliers de travailleurs en leur laissant entendre que certains de leurs problèmes pouvaient être réglés par ce gouvernement de gauche.* » (*l'Étincelle*)

Parlant au nom du PPM, Aimé Césaire, dans son discours du 29 mai, décrète un « moratoire sur la question du statut » et réclame la mise en action d'un « plan de survie et de renouveau » économique. Pour ne pas mettre en difficulté le gouvernement français face à une droite électoralement majoritaire dans le pays lors des dernières présidentielles, le PPM a, dans un premier mouvement, privilégié les revendications d'ordre démocratique, économique et social, tentant d'évacuer la question politique du statut. C'est donc un peu à contre-pied que le PPM s'est lancé dans la bataille institutionnelle. Ce parti est entièrement acquis à la décentralisation qui représente, selon lui, une « domiciliation des pouvoirs » allant dans le sens de la « responsabilité martiniquaise ». Position qui n'enlève rien à la nature anticolonialiste du PPM, rappelle son secrétaire général, C. Darsières, en commentant son IX^e Congrès : « *Le parti demeure autonome et nationaliste* » (Interview *France Antilles*, 11/02/1982). Notons que par électoralisme la direction du PPM engage son parti sur une voie qui tourne le dos à l'unité d'action antico-

lonialiste puisque recherchant l'alliance privilégiée avec la FSM et le PCM. L'appel à l'union d'Aimé Césaire se borne formellement à une coalition des réformistes qu'il désigne lui-même du vocable de « gauche classique » et qui exclut catégoriquement les indépendantistes. Incroyable mais vrai ! Voilà un parti, se déclarant, à l'issue de son dernier congrès, favorable à un « grand rassemblement national des Martiniquais », et qui commence par excommunier des secteurs représentatifs de la cause nationale pour mieux collaborer avec ces adversaires invétérés du fait national que sont, à la Martinique, les membres de la FSM.

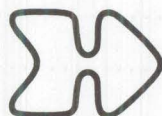
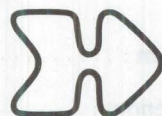
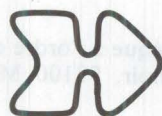
Quant au PCM, la seule des organisations politiques autonomistes des DOM à ne pas avoir appelé à voter Mitterrand le 10 mai, sa position se trouve synthétisée dans la lettre ouverte de son secrétaire général, A. Nicolas, au Président de la république : « *L'heure est venue de traduire rapidement dans une loi votre engagement et notre volonté d'être responsables. Le PCM, dans le cadre de la lutte pour la libération nationale et le socialisme, revendique l'Autonomie démocratique et populaire. Mais il est disposé à accepter l'étape d'une décentralisation véritable.* » (*Justice*, hebdomadaire du PCM, 5/11/1981). Par ailleurs, le PCM réitère la nécessité de l'application d'un plan de survie économique.

L'extrême-gauche indépendantiste

Pour ce qui est de l'extrême-gauche (indépendantiste), commençons par Combat ouvrier, organisation trotskyste tendance Lutte ouvrière. CO mène très peu bataille sur la question statutaire ; son idée maîtresse, qui en soi n'est pas fautive, c'est que « *le gouvernement français décentralise pour ne pas décoloniser* ». Toutefois, son appréciation ultra-gauche de la situation politique issue du 10 mai (gouvernement socialiste-communiste français = gouvernement bourgeois colonialiste) lui enlève toute souplesse tactique, ce qui lui interdit de contribuer efficacement à l'impulsion des luttes présentes dans la perspective de l'unité d'action anticolonialiste. S'agissant des nationalistes guadeloupéens, qui tentent de se regrouper sur une base patriotique avec la création en décembre du Mouvement pour l'unification des forces de libération nationale de la Guadeloupe (MUFLNG), leur position est exprimée dans le magazine *Jakata* de juin

(2) A l'issue des élections cantonales de mars dernier, la FSG compte 6 conseillers contre 7 au PCG, la gauche passant, à la Guadeloupe, de 14 à 17 sièges (avec 53 % des suffrages exprimés au 1^{er} tour), la droite totalisant 19 conseillers. A la Martinique, où les effets du découpage inégal des cantons sont bien plus sensibles, bien qu'obtenant plus de 50 % des suffrages exprimés au 1^{er} tour, la gauche ne compte que 12 conseillers (3 FSM, 3 PPM, 2 PCM, 1 GRS, 1 MIM, 1 « nationaliste » et 1 démocrate) contre 24 à la droite.

ABONNEMENTS



qui voit en « la décentralisation un refus de reconnaître la nation guadeloupéenne » ; aux anti-impérialistes conséquents de la Guadeloupe ce mouvement n'offre d'autres perspectives que de le rejoindre. Autant dire que pour le MUFLNG la question de l'unité entre composantes distinctes du mouvement anticolonialiste est un faux problème puisque celle-ci se trouve caricaturalement réduite au renforcement exclusif du mouvement dit patriotique ; projet qui, en bonne logique, devrait opérer par la destruction, par la liquidation des forces ouvrières et populaires extérieures au « camp patriotique » : comme on s'en aperçoit un sectarisme lourd de totalitarisme. Le Mouvement pour une Guadeloupe indépendante (MPGI), récemment créé sur les cendres du GLA (Groupe de libération armée de la Guadeloupe), a bien voulu, dans une interview donnée à l'un de nos camarades, nous présenter son analyse de la situation politique nouvelle ; le MPGI dénonce la décentralisation comme un « gadget », un « leurre » destiné à « masquer les véritables problèmes », à « masquer le fait colonial ». Bien que n'attendant aucun changement fondamental relatif à l'avenir de la Guadeloupe des Mitterrand, Mauroy, Defferre et autre Emmanuelli, le MPGI semble conscient de la latitude tactique offerte aux anticolonialistes antillais par la conjoncture politique : « (...) *Du fait que ce gouvernement a été élu par des travailleurs* — nous confie l'un des porte-parole du mouvement — *il nous faut le pousser dans ses contradictions* » ; et d'ajouter, de ce ton unitaire qui tranche avec la vindicte sectaire du MUFLNG-UPLG, que nous devons « *montrer qu'il y a des indépendantistes qui se battent, qui veulent conquérir l'indépendance de la Guadeloupe* ». Le MIM - La Parole au peuple a pour sa part, réitéré sa position sur les antennes de FR3-Martinique : référendum sous contrôle international des Nations-Unies, tout en reconnaissant la nécessité d'une phase transitoire. À la question : la décentralisation ne pourrait-elle pas constituer cette phase transitoire ?, réponse évasive du MIM qui s'affirme contre la décentralisation tout en laissant entendre qu'il sera présent à la bataille régionale, l'avenir nous dira sur quelle base. En tout cas, aux dernières cantonales, le MIM a appelé au boycottage sans pour autant que son élu, Alfred Marie-Jeanne, Maire et conseiller général de Rivière-Pilote, dont le mandat n'était pas échu, n'eût songé un instant à démissionner de l'assemblée départementale : difficile, à

la vérité, de faire mieux en matière d'inconséquence ! Observons, pour finir, que l'économisme syndical et le sectarisme du mouvement « Asé Pléré An Nou Lité ! » lui ôtent toute possibilité de s'inscrire positivement dans le débat politique entre courants du camp anticolonialiste.

Une droite assimilationniste et soudée

Face à un mouvement anticolonialiste pour le moins divisé et impuissant à trouver le chemin de l'offensive, on peut dire que la droite antillaise s'est soudée, a réalisé l'union sacrée pour sauvegarder ce qui, à ses yeux, représente l'essentiel, à savoir le maintien intégral de la Guadeloupe et de la Martinique dans l'ensemble français. Sans aller jusqu'à faire défiler dans la rue des milliers de gens comme à la Réunion, la droite antillaise n'a pas hésité à multiplier les initiatives en défense de l'assimilation. Certes cette droite, qui avait toujours expliqué aux larges masses qu'un gouvernement de gauche en France signifierait la suppression des prestations sociales aux Antilles voire l'abandon de ces dernières par la France, se trouve aujourd'hui tactiquement obligée de changer de partition. La dramatisation du danger séparatiste n'en continue pas moins à faire partie de son registre propagandiste.

Toutes tendances confondues, la droite redoute avant tout que la décentralisation ne déclenche un processus sinon séparatiste, du moins de déstabilisation institutionnelle. Au départ farouchement opposée au projet gouvernemental, elle tend à changer de tactique vu qu'en France les forces réactionnaires (RPR, UDF...) ont su arracher au gouvernement des concessions leur garantissant que l'unité de la nation française ne serait pas touchée. Dès lors il ne reste plus à la droite assimilationniste qu'à exiger l'application à la lettre de la loi de la décentralisation. En clair, est bon pour les DOM tout ce qui sera décidé pour la France, rien de plus ni de moins. Certes, l'aile moderniste de la bourgeoisie locale, qui réclamait depuis longtemps la décentralisation administrative, peut émettre une appréciation plus nuancée à l'encontre des intentions gouvernementales que les critiques proférées par le noyau ultra-assimilationniste de la droite. Il n'en reste pas moins que toutes les compo-

Abonnement

Abonnement séparé pour CRITIQUE COMMUNISTE :
1 an : 100 FF

Abonnement séparé pour ROUGE
1 an : 230 FF (étranger, 320 FF).

Chèque à l'ordre de PEC, 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.



Nom :

Prénom :

Adresse :



santes, toutes les sensibilités de la droite se sont regroupées sur la base de la défense de l'institution départementale menacée dans son existence par le projet d'assemblée unique réclamée par la gauche réformatrice antillaise et ses alliés français (PS, PC...). Création, mi-décembre, à la Martinique, d'une « Union pour une vraie décentralisation sans arrière-pensée séparatiste » qui en dit long sur la capacité de la droite antillaise à récupérer le « changement institutionnel » opéré par la gauche française ; cette union se transforme, par la suite, en « Union départementaliste martiniquaise » dont fait partie Elize qui, tant que la droite était au gouvernement en France, pouvait, ici, se fabriquer à bon compte l'image d'un gestionnaire responsable n'hésitant pas au besoin à fustiger le centralisme bureaucratique de Paris. Création, courant janvier, du Rassemblement populaire pour le progrès de la Guadeloupe (RPG) à l'instigation du docteur l'Etang (maire de Terre-de-Bas, conseiller général des Saintes) et d'Abdon Saman dont l'objectif avoué est de faire « progresser » la Guadeloupe au sein de la nation française en barrant la route au séparatisme. La tactique de cette droite assimilationniste se trouve résumée dans la réponse de M. Bernier, président du conseil général de Guadeloupe, à G. Defferre qui en mal d'autocritique venait de présenter comme une « erreur » l'affaire dite du chapitre 6 du Programme commun où la gauche française s'engageait à reconnaître pour les peuples des DOM le droit à l'auto-détermination. Que répond Bernier ? : « *Nous ne sommes pas les adversaires du gouvernement de la France, nous sommes des citoyens français, avec notre liberté de pensée, et nous défendons la légitimité de la présence de la France en Guadeloupe.* » (France-Antilles Guadeloupe, 18/02/1982) Sous-entendu : les authentiques interlocuteurs, aux Antilles, du gouvernement légitime de la France c'est nous et non cette gauche qui, sous couvert de spécificité, prépare l'aventure séparatiste. Multipliant les contacts à l'échelle des DOM et même de la France, la droite assimilationniste tente de se regrouper en une espèce de front du refus autour de la personnalité du député de la Réunion, Michel Debré. Essayant de maintenir la confrontation sur le terrain purement juridico-institutionnel, pour elle la suppression des conseils généraux c'est la voie d'un statut spécifique injustifié, rejetée par les populations concernées s'il faut en croire les élections de ces dernières années ; il s'agi-

rait de surcroît d'une mesure constitutionnelle. Tactique visant à occulter les véritables problèmes des colonies françaises et qui semble tant soit peu porter ses fruits à en juger par l'acharnement avec lequel la « gauche classique » s'enferme dans la bataille juridico-institutionnelle.

Car, en la circonstance, l'enjeu n'est-il pas de savoir de quels pouvoirs doivent disposer les peuples sous domination française pour avancer dans la résolution immédiate, et à terme, définitive, de problèmes fondamentaux nés d'une exploitation et d'une oppression pluri-séculaires ?

Garder le cap sur la décolonisation

Le GRS ne se fait aucune idée sur la volonté ou sur la capacité du gouvernement français à résoudre les problèmes fondamentaux qui se posent aux larges masses de nos pays. La décentralisation n'est pas la décolonisation, elle n'en constitue pas davantage une étape. Elle est, au contraire, le moyen institutionnel dont se dote l'Etat français pour tenter de juguler la crise d'un système colonial fondé sur un consensus assimilationniste qui a volé en éclats. Les principes qui guident l'action décentralisatrice du gouvernement socialo-communiste aux Antilles, répétons-le, ne s'inspirent ni du droit à l'auto-détermination des peuples guadeloupéen et martiniquais ni de la promotion de leurs droits nationaux, mais relèvent d'une optique foncièrement intégrationniste moyennant une nécessaire adaptation. En ce sens le GRS se refuse à cultiver l'illusion. Nous sommes profondément convaincus que ce qu'il faut pour commencer à sortir nos pays de la crise, ce ne sont ni des conseils généraux ni des conseils régionaux, ni même des assemblées uniques qui cumuleraient les compétences des deux premières instances, mais une assemblée constituante qui serait l'expression de la volonté des peuples guadeloupéen et martiniquais à s'atteler aux tâches urgentes que sont la décolonisation (constitution d'un Etat indépendant et souverain) et l'éradication du sous-développement.

Cependant, puisque la décentralisation nous est imposée par des forces qui se réclament de la gauche, par des courants qui sont majoritaires dans le mouvement ouvrier et dans le

mouvement anticolonialiste, nous ne saurions tactiquement ignorer que, dans une situation coloniale, toute réforme visant à démocratiser tant soit peu la vie politique, à assainir les mœurs politiques, est porteuse d'une dynamique subversive. Potentialité qui, au lieu d'aboutir comme escompté au renforcement de l'Etat colonial, est susceptible de l'affaiblir à la condition, bien sûr, de l'intervention consciente et organisée des masses populaires mobilisées pour la prise en charge de leurs problèmes les plus cruciaux. Dans la présente période, l'anticolonialisme conséquent consiste à offrir un débouché politique à l'actuel regain de combativité revendicative. Dans ce contexte il importe que les partisans de l'assemblée unique bataillent ferme pour que celle-ci soit pourvue de prérogatives à la hauteur d'objectifs aussi vitaux par exemple que la réforme agraire, le contrôle du commerce extérieur, la maîtrise planifiée de nos ressources économiques et humaines, la refonte du système éducatif aux fins d'une prise en compte du sentiment identitaire et d'une ouverture sur notre environnement géo-historique et culturel.

Sur tous ces terrains germent des velléités, se manifestent des intentions, sont prises des initiatives, s'engagent des batailles qui risquent de ne point aboutir faute d'un infléchissement net et irréversible du rapport de force aux Antilles qui corresponde à une avancée des masses laborieuses et des anticolonialistes et à un recul des capitalistes et des assimilationnistes. En vue, d'une part, de présenter à ceux qui luttent la solution politique qui s'impose à leurs aspirations économiques, sociales et culturelles, et, d'autre part, de renforcer le camp de ceux qui se battent pour un changement réel, qui dans des colonies ne peut être que la décolonisation, dès le lendemain du 10 mai, le GRS a proposé la tenue, sans exclusive, d'états généraux anticolonialistes. En définitive l'enjeu d'une telle unité, partant prioritairement des préoccupations concrètes des masses populaires, d'une telle orientation, s'inscrivant résolument dans la perspective de la nécessaire décolonisation, c'est que le mouvement ouvrier parvienne à exercer son hégémonie sur la lutte anti-impérialiste en sorte que l'émancipation de la Guadeloupe et de la Martinique soit totale, soit une libération aussi bien nationale que sociale.

Fort-de-France
le 9/7/1982

En vente

«PROFILS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE» 430 p. 75 f

« *Profil de la social-démocratie européenne* », avec des contributions de : John Ross, Gunter Minnerup, Raimund Loew, Julian Atkinson, Alan Freeman, Gert-Inge Johnsson, Tom Gustafsson, Jacques Kergoat, Francisco Louça, Mariano Fernandez Enguita, Antonio Moscato.

Il s'agit d'un ensemble de textes rédigés par des militants de la IV^e Internationale au cours de l'année 1981 et qui examinent la trajectoire des partis socialistes ou sociaux-démocrates dans les pays suivants : Allemagne fédérale, Autriche, France, Italie, Grande-Bretagne, Suède, Espagne et Portugal. Il ne s'agit pas d'un recueil d'articles publiés par ailleurs, mais de contributions rédigées spécialement pour cet ouvrage dans une perspective à la fois historique et théorique. Enfin, les auteurs de ces textes ne sont pas des observateurs détachés de la réalité et du phénomène social-démocrate qu'ils évoquent. Ce sont des militants et, dans cha-

que pays concerné, les partis socialistes ou sociaux-démocrates sont pour eux à la fois un interlocuteur et un adversaire politique.

Le projet de ce livre était une gageure : dans l'esprit de ceux qui l'ont conçu, il s'agissait de faire apparaître, au-delà de la disparité des conditions nationales, de la spécificité des trajectoires politiques, ce qui fait l'unité stratégique fondamentale de la social-démocratie dans les pays capitalistes développés, et particulièrement à l'échelle de l'histoire européenne. En ce sens, ce projet allait plutôt à contre-courant des lignes de recherche actuelles qui, le plus souvent, insistent sur la particularité nationale de chaque parti social-démocrate ou socialiste et vont parfois jusqu'à mettre en doute l'idée d'une social-démocratie.

Cet ouvrage tient-il ce qu'il promet ? D'un certain point de vue, on pourrait di-

re que non : en effet, plusieurs des contributions tendent à mettre en exergue « l'exceptionnalité » du développement de la social-démocratie dans le pays considéré, l'originalité de son histoire et de la configuration théorique qui s'en dégage (Allemagne, Italie...). Pourtant, la lecture de l'ouvrage dans son ensemble, la confrontation des textes les uns avec les autres atténuent quelque peu cet aspect des choses, ne serait-ce que parce que, analysant ces réalités nationales si diverses, leurs auteurs ne divergent guère dans la mise en œuvre des concepts et des catégories permettant d'en rendre compte : globalement, seul le concept dialectique du parti ouvrier bourgeois apparaît susceptible non pas de rendre compte pleinement de la réalité infiniment contradictoire et souvent paradoxale de ces partis, mais de ne pas se fourvoyer totalement dans leur analyse ; il demeure une boussole pour analyser aussi bien le rôle des partis socialistes et sociaux-démocrates dans les crises révolutionnaires que l'évolution de leur base sociale, leurs choix stratégiques sur le terrain de la Weltpolitik, leur rapport à l'Etat bourgeois, etc.

Ce livre est un instrument de travail, comme en témoigne l'essai érudit de Jacques Kergoat sur la France.

En souscription

« Le stalinisme et son Socialisme réel » est un document exceptionnel.

Ecrit par un « communiste soviétique du dernier quart de siècle », comme le dit A. Zimine lui-même, il revendique une analyse rigoureuse, authentiquement marxiste, de « l'assise théorique » de l'idéologie stalinienne, au service d'un objectif politique affirmé : il nous revient, « communistes soviétiques du dernier quart de ce siècle », de résoudre le problème que nous a imposé l'histoire, celui du retour de l'URSS sur les rails de la marche au socialisme, première phase du communisme ».

Pour ce faire, A. Zimine s'attache à disséquer les falsifications stalinienne sur ce qu'est le socialisme, à confronter sans ménagement les « théorisations » et au-

tres « lois fondamentales du socialisme » élaborées par Staline et ses successeurs à la théorie marxiste, d'une part, à la réalité soviétique, d'autre part.

Parce que l'auteur est un survivant des camps stalinien, un de ceux qui auraient dû disparaître pour que l'on puisse dire qu'ils n'avaient jamais existé, il s'attache à redonner aux mots leur sens initial, comme le « socialisme dans un seul pays », rendant d'autant plus acerbe la critique.

Mais le mérite essentiel de Zimine est de s'attaquer aux thèses officielles du « socialisme réel », aux discours autoproclamatoires que nous balayons bien trop souvent d'un simple revers de la main.

Exceptionnel, cet ouvrage l'est aussi par son optimisme internationaliste qui nous interpelle : « La renaissance du mouvement conduisant l'humanité du capitalisme au socialisme (mouvement interrompu à la suite de la défiguration et de l'échec de la révolution socialiste russe) se fera inévitablement. »

La Brèche

A. ZIMINE

« Le Stalinisme
et son Socialisme réel ».

176 pages (13,5 × 21 cm)

44 F + . PORT
5,80f

PARUTION 1^{er} OCTOBRE 1982

NOM
PRENOM
ADRESSE
VILLE

Veuillez trouver ci-joint un chèque de pour exemplaires du livre de A. Zimine, libellé à l'ordre de PEC, 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

Je désire le recevoir à l'adresse ci-dessus. (1)

Je passerai le prendre à la librairie LA BRECHE, 9 rue de Tunis, Paris 75011. (1)

(1) Rayez la mention inutile.



N° hors série été 1982

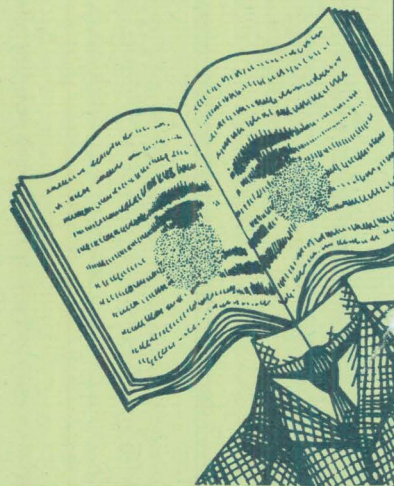
CHRONIQUE DE JUIN 36

*Il est toujours disponible
et toujours d'actualité !*

64 p. 25F

librairie **la brèche**

9 rue de Tunis 75011 PARIS - M° Nation



Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société P-E-C
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil-Sous-Bois,
859 00 80.

Directeur de la publication : Robert March. Imprimerie Rotographie.
ISSN — 0298 — 2068 N° CP: 56 551